9e Année. — N. 161. 10 Octobre 1933. Prix : 2 frs.

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

Le Congrès de la C G.T.U.

par F. CHARBIT

Enfin, nous avons Hitler !

par Edouard BERTH

Après les conventions "scélérates" de Le Trocquer la convention super-scélérate de Daladier

par R. LOUZON

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'eau — PARIS (10e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an..... 40 fr.

EXTÉRIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an..... 50 fr.

Permanence :
Tous les soirs de 18 à 19 heures
54, rue du Château-d'Eau

Adresser la correspondance relative à la rédaction générale à LOUZON, Avenue Fragonard, Cannes (A.-M.), — celle relative à la Renaissance du Syndicalisme à CHAMBELLAND, 54, rue du Château d'Eau, Paris (10e).

Adresser la correspondance relative à l'administration à BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris.)

Ni Korespondas per Esperanto

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SOMMAIRE :

LES FAITS DE LA QUINZAINE.

L'attaque contre le suffrage universel. — Gagner les classes moyennes ou être gagnées par elles. ..... **R. L.**

ENFIN, NOUS AVONS HITLER! Ed. Berth.

PARMI NOS LETTRES.

« Nous ne sommes pas un état égalitaire ». — Marquet et la circulaire de Monzie. — Comment il ne faut pas combattre l'hitlérisme. — Encore à propos de l'Anschlüss.

APRÈS LES CONVENTIONS « SCÉLÉRATES » DE LE TROCQUER LA CONVENTION SUPER - SCÉLÉRATE DE DALADIER. ..... **R. Louzon**

LA C. G. T. U. COURT A SA PERTE. ..... **F. Charbit**

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME.

Au Congrès de la C. G. T..... **M. Ch.**

A propos des exclusions chez les instituteurs de la Haute Garonne .... **R. Caminade**

L' « action syndicaliste »..... **J. Barrué**

FAITS ET DOCUMENTS.

Gâtisme. — Autre gâtisme. — Vive la Reichswehr !

ENTRE NOUS.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

L'attaque contre le suffrage universel

Le camouflage est vraiment le grand art, le seul art de la politique. Un peu dans tous les pays, mais particulièrement en France, la classe ouvrière s'est battue un siècle durant pour la conquête du suffrage universel. Pour obtenir que tout citoyen ait le droit de vote quelle que soit sa situation de fortune; pour obtenir que certains n'aient pas plus de voix que d'autres.

Elle n'y est arrivée, en France, que fort imparfaitement. En France le suffrage universel existe en parole; dans les faits, ce qui existe c'est le suffrage plural *: le suffrage qui accorde aux membres de certaines classes plus de voix qu'aux membres des autres classes. On connait l'exemple particulièrement scandaleux du régime électoral parisien pour les élections municipales : tandis que les quartiers du centre, quartiers bourgeois, comprenant tout juste quelques centaines d'électeurs, ont droit néanmoins chacun à un conseiller, les quartiers de la périphérie, quartiers ouvriers, contiennent une dizaine de mille d'électeurs, et n'ont tout de même droit qu'à un seul conseiller, si bien que la voix du bourgeois du centre vaut, en fait, quelque dix voix d'ouvriers.*

De même, pour les élections législatives, on a fait dans les campagnes une circonscription par chaque 50.000 habitants ou guère plus ; dans les villes une circonscription par 100.000 habitants ou guère moins. Ainsi le paysan a deux voix contre une à l'ouvrier.

Mais même ce pseudo suffrage universel est encore trop « universel » pour notre bourgeoisie décadente. Il lui faut établir un suffrage plus « plural » encore.

Seulement dire cela tout cru n'est naturellement pas possible. Qui oserait proposer ouvertement de donner au patron plus de voix qu'à son ouvrier ?

On a donc trouvé un truc. Ou plutôt Mussolini a trouvé un truc qui fait actuellement les choux gras de toute la bourgeoisie fascisante, non hitlérienne, celle d'Autriche, de France, etc... : c'est le truc des « corporations ».

S'emparant de la critique syndicaliste de la politique et de la primauté de l'économique, ces messieurs veulent donner le pouvoir politique à des assemblées dont les membres seraient élus par chaque branche de la production.

Il y aurait les élus du Bâtiment, ceux de la métallurgie, ceux de l'agriculture, etc... Et nos bonnes âmes de s'étendre complaisamment sur les mérites d'une telle représentation des « intérêts », mais en ayant soin de laisser dans l'ombre le point capital du système qui est celui-ci : dans chacune des corporations, patrons et ouvriers auront leurs propres élus, et les élus des patrons seront en même nombre que ceux des ouvriers. *Si dans un métier il y a, par exemple,* 1.000 *patrons et* 100.000 *ouvriers, les* 1.000 *patrons auront autant d'élus que leurs* 100.000 *ouvriers. Le suffrage « universel » deviendra :* 100 *voix au patron,* 1 *à l'ouvrier.*

Quand vous trouverez une bonne âme qui vous vantera l'assemblée « corporative » comme un système éminemment syndicaliste, dites-lui donc que ce système vous semble excellent, que vous êtes tout prêt à le soutenir, mais qu'un homme valant un homme, que l'intérêt, même « économique », de tout homme étant aussi « intéressant » que celui de tout autre homme, il vous parait évident que dans chaque corporation, chaque membre de celle-ci doit avoir droit à la même représentation, que si donc la corporation comprend 1.000 *patrons et* 100.000 *ouvriers, les patrons devront n'avoir que* 10 *élus et les ouvriers* 1.000.... *Et alors, vous les verrez courir...*

Gagner les classes moyennes ou être gagnés par elles ?

On verra par les extraits que nous publions plus loin, que les éléments syndicaux commencent à réagir contre la démagogie politicienne des partis dits ouvriers, à l'égard des « classes moyennes ».

Pour ces partis il ne s'agit dans l'affaire, comme toujours pour les partis, que de renforcer leur situation électorale, en s'assurant l'appui de ces classes moyennes dont l'influence électorale a toujours été fort grande en France. Mais naturellement, là encore on camoufle le but ; on prétend que c'est pour pouvoir faire sa révolution que le prolétariat doit « gagner », ou, tout au moins « neutraliser » les classes moyennes, que c'est de l'appui des classes moyennes que dépend l'avenir du prolétariat et de la Révolution!

Eh bien ! regardons d'un peu plus près ce que peut bien signifier cette expression : « gagner les classes moyennes ». Comment peut-on les gagner ? — Pas par des discours, évidemment. Aucune classe n'a jamais été gagnée par des discours. Le seul moyen de les gagner, c'est de défendre leurs intérêts. Or, ces classes moyennes sont des classes possédantes. *(Ceux qui ne possèdent pas, les prolos, n'ont jamais, que je sache, été rangés dans les classes moyennes). Il s'agit donc de petits et moyens possédants, mais de*

possédants. *Vous ne pouvez donc défendre leurs intérêts qu'en défendant ceux de la propriété, ceux de leur propriété. Et certes, vous pouvez le faire aux dépens de la grande propriété, aux dépens des grands possédants (et même aussi aux dépens du prolétariat !). Tant que vous le ferez, vous les aurez ce que vous appelez : « gagner ».*

Mais une fois que vous les aurez gagnés, et qu'ainsi, vous serez prêts, selon vous, à faire la Révolution, essayez donc de la faire ! Essayez de toucher à la propriété, à la propriété en tant que telle, non plus simplement à la grande propriété pour la transférer aux mains des petits possédants, mais à la propriété tout court, pour en faire le patrimoine commun des travailleurs. Vous verrez alors comme vous les avez gagnés les petits propriétaires ! Comme un seul homme ils se retourneront contre vous ; comme un seul homme, petits, moyens et gros possédants feront front contre l'ennemi commun, l'ennemi de la « propriété » : le prolétariat.

Mais cette expérience de faire la Révolution prolétarienne une fois que vous aurez « gagné » les classes moyennes, je suis bien tranquille, vous ne la ferez pas. Ayant « gagné » les classes moyennes en défendant leurs intérêts, vous serez devenus les représentants des classes moyennes, et vous continuerez à défendre indéfiniment et uniquement leurs intérêts, et la Révolution pourra attendre, elle aussi, indéfiniment : c'est vous qui aurez été gagnés par les « classes moyennes ».

R. L.

Le Congrès mondial de la jeunesse

Ce fut à la fois très émouvant et très ridicule.

Très émouvant. — Il y avait, réunis là pendant trois jours, des garçons et des filles de tous les pays, de toutes les races, de toutes les langues. Des Anglo-Saxons un peu raides, aux lunettes attentives ; des Américains nasillards, parmi lesquels un prolétaire noir; des Asiatiques aux yeux bridés et des Scandinaves; deux étonnantes filles représentant la jeunesse soviétique; et surtout une admirable délégation allemande, aux vestes courtes de *Wanderer*, dont une bonne partie venait en droite ligne de l'Allemagne hitlérienne et repartait vers l'enfer... Toute cette jeunesse prête, si on savait la diriger, à la lutte contre la guerre et le fascisme.

Très ridicule. — Une grande parade, organisée de main de maître par le consortium Münzenberg, ce consortium qui vient d'acheter *Monde*, les Editions du Carrefour et à qui Staline a remis la grosse somme afin d'empêcher que, de la leçon allemande, jaillisse la vérité. Sur l'estrade, une couronne de fleurs blanches enrubannées... « pour les morts d'Altona ». Et les numéros se succèdent : deux troupiers en bleu horizon, dont une étoile soviétique rouge dissimule le chiffre du képi. Pour eux, on cueille une rose dans la couronne: « Je te donne cette fleur, etc.» Dans la salle, un jeune délégué suédois endosse l'uniforme gracieux de la marine nationale de son pays. *Internationale*, poings serrés. Ce n'est plus un congrès, mais une école de chant. Toutes les dix minutes, on remet ça, comme à l'église.

Et cela dure ainsi trois jours. Trois jours pendant lesquels on se gargarise de mots dans toutes les langues. Mais pas une seule allusion aux fautes du passé, pas un seul examen de conscience ; contre la guerre et le fascisme, pas une formule d'action discutée sérieusement; aucun pas en avant vers l'Unité.

Et quand l'orateur chargé de conclure reprendra la péroraison de Münzenberg à Amsterdam: « Unité ! Unité ! Unité ! », je ne peux m'empêcher de crier que cette Unité-là, il eût mieux fallu la réaliser en Allemagne *avant* le triomphe de Hitler. Soudain, le congrès se transforme en une meute déchaînée: *Sale Trotzkyste !*

Car Trotzky reste la hantise du consortium Münzenberg. On sait bien que lui seul a vu juste, que lui seul a prévu la catastrophe. On sait qu'en Allemagne les héroïques militants du rang s'éloignent des mots d'ordre staliniens. Le consortium Münzenberg sue la peur. Et tous ceux qui osent dire la vérité, se voient décocher l'épithète « infamante » : *Trotzkyste !*

Au cours d'une brève intervention à la tribune, j'avais exprimé les inquiétudes que nous causent, en prévision d'une guerre, les bruits d'alliance militaire franco-soviétique. Plus tard, à une séance de commission, le délégué officiel de l'U.R.S.S., le camarade Kossakov, fit allusion à ces bruits « qui ressemblent à des provocations ». Je protestai et obtins la parole. Il me répondit, son sans quelque embarras : « L'U.R.S.S. a en effet resserré ses liens *économiques* avec la France, mais nous jurons solennellement que nous n'aurons jamais d'alliance *militaire* avec aucun pays capitaliste. » Et il crut bon d'ajouter: « *D'ailleurs, il faut nous louer de cette amélioration des rapports franco-soviétiques, puisqu'elle me permet d'être aujourd'hui tranquillement parmi vous* ». Se targuer de la protection bienveillante de Chiappe... Vraiment on aura tout vu!

Ce furent les Allemands — socialistes et communistes mêlés — qui sauvèrent la face. Ils avaient apporté un rayonnement d'héroïsme avec eux. Il y a donc encore, se disait-on, dans cette vieille Europe, des hommes — un réservoir inépuisable d'hommes — prêts à mourir pour le prolétariat.

Et quand les derniers lampions de la parade s'éteignirent, les jeunes gars aux vestes de *wanderer* restèrent groupés ensemble, dans l'ombre. Le consortium Münzenberg n'était pour rien dans cette ultime démonstration. Et, avant de se séparer, de repartir pour l'enfer, ils chantèrent dans la nuit, comme un seul homme, les vieux airs révolutionnaires de chez eux.

Puis, on nettoya les salles; et, le lendemain, les placides adultes du congrès de la C.G.T. remplacèrent cette jeunesse. Un autre consortium dirigeait le spectacle. Sur la catastrophe hitlérienne, on se garda aussi soigneusement de dire la vérité, de faire son *mea culpa*.

Daniel GUÉRIN.

Enfin, nous avons Hitler !

ou

La fin de l'Europe libérale

« Enfin, nous avons Hitler ! » — ce cri fut poussé, paraît-il, dans un salon nancéen, par une bonne bourgeoise, au lendemain des dernières élections allemandes, et je suis assuré que ce cri fut sinon poussé, du moins répété, mais dans le fond et le silence de son cœur, par plus d'un bon bourgeois français. Quand, naguère, il y a déjà dix ans et plus de cela, Mussolini triompha, une bonne partie de notre excellente bourgeoisie française fut prise d'une véritable crise d'enthousiasme, et, avec René Johannet, entonna un Péan (1) ; à la Bourse de Paris, on cria « Vive Mussoloni » à pleine gueule. Cette fois, je n'ai pas entendu dire qu'on ait crié, à la même Bourse, « Vive Hitler », car il faut tout de même observer une certaine pudeur et il s'agit ici d'un... Boche, et non plus d'un Italien, ex-allié ; mais que le cri ait été poussé, et de quel cœur spontané, dans un salon nancéen, c'est-à-dire dans la capitale de la Lorraine, à deux doigts de la frontière, n'est-ce pas vraiment symptomatique et d'un... symbolisme admirable ? « Enfin, nous avons Hitler » — s'est écriée cette excellente dame de la bourgeoisie nancéenne, et, sans doute, ajoutait-elle, *in petto* : que n'avons-nous ,en France, nous aussi, *notre* Hitler ! Comme cela nous rassurerait et nous garerait de ces damnés *communistes*, toujours à craindre ! En Italie, Mussolini a maté le socialisme ; MacDonald, en Angleterre, a écarté du pouvoir le travaillisme et pris la tête d'un grand ministère national conservateur ; voici que Hitler vient de juguler la fameuse Social-Démocratie allemande, cette maîtresse d'école, naguère, du socialisme européen ; il ne reste plus que la France, où ce brave Daladier veut bien voir la « dernière tranchée de la liberté », mais, sans doute, s'agit-il de la liberté... bourgeoise, et j'espère bien que notre cher André, je veux dire notre grand Tardieu national, ne tardera pas à prendre possession de cette *dernière tranchée*, pour en faire également un rempart de la civilisation et qu'ainsi, sur toute la surface de l'Europe, le socialisme sera éliminé — comme il le fut déjà, naguère, après les journées de Juin et après la Commune : il restera bien encore ces *damnés* Soviets, 3e fâcheuse explosion de la violence prolétarienne, venant imprimer à notre bel ordre social une 3e secousse passablement inquiétante ; mais quand l'Europe sera de nouveau remise bien d'aplomb sous la houlette bourgeoise, il sera sans doute facile de l'éliminer aussi, à son tour, cette *satanée* Révolution russe, dont la seule présence et persistance, au-delà de la Vistule, trouble mon sommeil ; mais à chaque jour sa peine : si, déjà, un *directoire à quatre*, — Mussolini, MacDonald, Hitler et... Tardieu, je veux dire, Daladier — pouvait se former, ce serait déjà bien beau et des plus rassurant pour la tranquillité de notre admirable civilisation occidentale, dont d'aucuns prédisent bien le déclin, mais qui, Dieu merci, est toujours solide et capable même de connaître encore de beaux jours !

On nous a, tous ces temps-ci, fait craindre la guerre ; Hitler allait nous tomber dessus, sûrement, et il ne fallait rien moins, pour éviter un pareil malheur, que... prendre les devants et faire une guerre... préventive ; allons, qu'on réoccupe Mayence, sottement abandonnée, et qu'on marche sur Berlin ! L'Allemagne, décidément, est toujours l'Allemagne, nation de proie, en la bonne foi de laquelle il est impossible de se fier ; rien à faire avec elle et ce niais de Briand s'était laissé... *finasser* ; elle ne connaît, cette Allemagne, que le langage de la force et toute concession est prise par elle, comme un témoignage de faiblesse, dont elle cherche dès l'abord à abuser, pour demander d'autres concessions. Voyez-la donc, au naturel, cette grande Allemagne,chère au cœur de tous nos socialistes ; c'est toujours l'Allemagne des reîtres, l'Allemagne du *faust'recht* ; la voici qui persécute les Juifs et qui dresse des bûchers pour y brûler solennellement... des livres, comme en plein Moyen-Age ; avec elle, c'est le retour à la barbarie pure et simple ! Sus, sus à cette infâme Bochie, à cette incarnation dernière du *Mal* dans le monde ; Hitler est encore pire que Guillaume II, et l'on a eu bien tort, en 1918, de ne pas marcher sur Berlin et de ne pas réduire l'Allemagne en cendres ; car, tant qu'il restera un seul Allemand en Europe, nous n'aurons pas la paix et nous ne pourrons jouir d'aucune sécurité : or, nous Français, gens éminemment paisibles et dont l'histoire, n'est-ce pas, n'est qu'une longue... idylle, nous ne demandons plus qu'une chose, c'est, comme dit ce brave Herriot, de pouvoir manger tranquillement notre soupe en famille !

Mais... Hitler a parlé ; le monde entier était suspendu à ses lèvres ; qu'allait-il dire, ce foudre de guerre, ce *monstre*, qui ose persécuter les Juifs et brûler des livres, ce *revenant* du Moyen-Age, dont le monde anglo-saxon n'est pas encore revenu qu'il ait pu se hisser au pouvoir et prendre la tête d'un grand peuple, qu'on croyait le peuple par excellence de la Science, de la Philosophie et de la Musique, un peuple après tout... civilisé ? Allait-il prononcer des paroles irrémédiables et obliger les ex-alliés à prendre des sanctions ou des mesures préventives ? Etait-ce la paix ou la guerre qu'il allait déclarer au monde ? Une lourde atmosphère, comme avant l'orage, pesait sur l'Univers ; plus personne n'osait respirer, et l'on eut entendu voler une mouche en Europe... Hitler a parlé ; mais, ô surprise, quel est ce ton modéré, ces déclarations pacifistes, cet air de bon apôtre ? Est-ce Streseman ou Hitler qu'on a ouï ? On n'a trouvé, dans ce discours tant redouté, qu'une déclaration de guerre, mais c'est... au bolchevis-

(1) Voir son ineffable *Eloge du bourgeois français*.

me, dont Hitler se vante d'avoir sauvé l'Allemagne, et par suite, la civilisation occidentale. Ah bien, à la bonne heure ! Voilà qui nous rassure, et l'on respire enfin ! Est-il de bonne foi, au moins, cet Hitler, a-t-il parlé sincèrement ? Avec un Allemand, on ne sait jamais, et il conviendrait de ne dormir encore que sur une oreille, et de ne désarmer... qu'à coup sûr ; mais, enfin, *l'irréparable* n'a pas été prononcé ; la conférence du désarmement peut poursuivre ses travaux et l'on est de loisir pour amuser le tapis : c'est l'essentiel.

La Civilisation fait machine en arrière

Mais quittons ce ton de persiflage et d'ironie, et considérons ce phénomène hitlérien, qui paraît à tant de gens si étrange et si extraordinaire. Au XXe siècle, persécuter les Juifs et brûler des livres, comme en plein Moyen-Age, et cela chez un peuple qu'on pouvait croire, en somme, très civilisé, un des grands peuples de la civilisation, la patrie de Gœthe, de Hegel et de Wagner, la chose semble inouïe, ahurissante, incroyable ; et la philosophie bourgeoise de l'évolution unilinéaire, automatique et indéfinie nous a tellement pénétré et façonné l'esprit que nous avons beaucoup de peine à admettre ces *ricorsi* de barbarie, comme dirait le grand Vico. Qu'il y ait encore des *racistes*, des gens pour croire à la *pureté* d'une race quelconque et pour en vouloir assurer l'hégémonie par des procédés d'épuration moyen-âgeux, est-ce possible encore en cette première moitié du XXe siècle ? Et il y a peut-être aussi des gens pour se figurer que le phénomène raciste est une particularité allemande, possible seulement en cette Allemagne restée féodale, moyen-âgeuse et... barbare (1) ; mais il faut rappeler à ces gens que Gobineau, un authentique Français, est l'un des inventeurs du *racisme*, que nous avons eu, en France, Edouard Drumont et l'affaire Dreyfus, où l'antisémitisme s'est montré assez virulent, je pense, que nous avons encore, présent, dans nos murs, Charles Maurras et Léon Daudet, qui, pour avoir mis une sourdine à leur nationalisme antijuif, n'en professent pas moins, toujours, leur fameuse théorie des *quatre Etats confédérés*, vis-à-vis desquels une nouvelle St-Barthélémy, s'ils étaient jamais les maîtres, leur semblerait, sans doute, toujours utile et nécessaire. Je rappelle, d'ailleurs, une réflexion du judicieux Cournot, que j'ai déjà citée dans mes *Méfaits* et qui prévoyait parfaitement ces étonnants *ricorsi*. Voici ce qu'il disait : « Remarquons cependant que plus nous faisons de pas vers cet ordre de choses, où l'histoire des sociétés humaines se réduirait au tableau de l'évolution progressive de la civilisation et des institutions sociales, *plus l'opinion publique semble attacher d'importance aux caractères ethnologiques, aux distinctions de races, d'idiômes et de nationalités*. Aux yeux de bien des personnes, ce qu'il y a de plus réel au fond des agitations de notre temps, c'est ce besoin de rétablir, dans la grande famille humaine, *un ordre fondé sur les affinités du sang*, (ou des traditions qui imitent la voix du sang) et troublé par les caprices de la politique, les hasards des batailles ou les scissions religieuses. Sans outrer cette pensée, sans en faire le dogme d'une secte ou le mot de ralliement d'un parti, sans y attacher une valeur absolue qui, en général, n'appartient pas aux vérités de l'ordre politique, *il faut reconnaître que, dès à présent, elle est vraie et qu'elle est destinée à le devenir encore davantage*»(*Traité de l'enchaînement des idées fondamentales*, p. 608-609). Le prudent Cournot n'osait pas trop s'avancer dans ses affirmations, mais n'avait-il pas vu juste et le *racisme allemand* actuel ne justifie-t-il pas ses prévisions, bien au-delà même de ce qu'il aurait pu croire ?

Mais je rappellerai des réflexions plus étonnantes encore de Sorel et qui annonçaient le phénomène hitlérien d'une manière plus précise encore: « Pour passer d'un temps qui traite d'Annunzio comme un maître, écrivit-il dans une réponse à une enquête sur l'Allemagne (1916), à un temps plein de valeurs quiritaires, *il faudrait une catastrophe nous jetant dans un moyen-âge*. Les docteurs de la science officielle regardent de telles conceptions comme chimériques ; je rappelle que Renan, sur la fin de sa vie, a écrit : « Le socialisme avec la complicité du catholicisme, peut amener un nouveau Moyen-Age, des barbares, des églises, des éclipses de la liberté et de l'individualité, de la civilisation en un mot » (*Histoire du peuple d'Israël*, tome V. p. 420) ; puisqu'un tel homme a admis la possibilité d'une telle catastrophe, je puis bien me permettre de suivre les enseignements de Vico, sans faire preuve d'une audace condamnable. Le *ricorso* peut se produire de plusieurs manières, l'économie moderne diffère trop de celle qui existait durant la décadence de l'Empire romain pour qu'il soit vraisemblable qu'on revoie les évènements du IVe siècle ; *mais la théorie de Vico serait suffisamment respectée si, durant une longue période, l'Europe foulait aux pieds ce que la bourgeoisie libérale avait honoré obstinément*. Dans cette Europe renouvelée, que je rêve parfois, les intellectuels seraient assimilés à des *jongleurs*, occupés à amuser les compagnies qui auraient assez d'argent pour payer leurs drôleries ; des myriades de travailleurs, en accomplissant avec conscience des besognes obscures, produiraient de la valeur morale, en même temps que des moyens d'existence.Il me semble que nous avons le droit d'espérer que d'une *sévère pénitence médiévale*, pourrait sortir une civilisation riche en valeurs quiritaires. »

Ces observations de Sorel, faites pendant la guerre, en 1916, ne sont-elles pas vraiment étonnantes et comme prophétiques ? Sans doute, l'auteur des *Réflexions sur la violence* espérait que ce qu'il appelait, après Vico le *ricorso*, se produirait par le ministère de la violence prolétarienne, mettant fin à l'hégémonie sociale de la bourgeoisie libérale et parlementaire ; mais ne pourrait-on pas voir dans le phénomène du fascisme européen comme un *ersatz* — un *ersatz*, c'est entendu, de qualité douteuse, louche et équivoque, mais un *ersatz* — de cette application de la violence prolétarienne, destinée à ressusciter une civilisation riche en valeurs quiritaires, c'est à dire en valeurs homériques ou cornéliennes ? Le socialisme, sous sa forme vulgaire, ayant été absorbé par la bourgeoisie parlementaire, qui en a fait une simple variante du réformisme, et le syndicalisme révolutionnaire n'ayant pu prendre encore aucun essor sé-

(1)Je ne sais d'ailleurs si la vertueuse indignation des Anglo-Saxons vis-à-vis des excès hitlériens est bien... justifiée ; car les Américains ne sont pas, j'imagine, indemnes, quand ce ne serait que vis-à-vis des nègres, de *préjugé raciste*, et les Anglais se considèrent, un peu partout, dans leurs colonies et ailleurs, comme une *race de maîtres*, à qui l'obédience et la révérence universelles sont dues.

rieux, qu'avons-nous vu, en effet ? Nous avons vu s'installer, tout à tour, en Russie, en Italie et, enfin, en Allemagne, des dictatures dont le mot d'ordre est de tourner en dérision ce que, comme dit Sorel,la bourgeoisie libérale avait obstinément honoré, qui proclament le plus cynique des *antilibéralismes* et qui constituent, pour reprendre les expressions même de Renan, « de véritables éclipses de la liberté et de l'individualité » : Staline, Mussolini et Hitler peuvent carrément se donner la main pour le mépris systématique, et froidement mis en acte, qu'ils affichent vis-à-vis de tout ce qui, peu ou prou, peut ressembler à de la liberté : le libéralisme est vraiment leur tête de Turc. Ces dictatures ont eu une allure particulière en chacun des pays où elles se sont installées, et peuvent passer ici pour un phénomène spécifiquement russe et là pour un phénomène spécifiquement italien ou allemand ; la dictature hitlérienne, la dernière installée, a pris un ton particulièrement antisémite et même moyen-âgeux, parce que, sans doute, l'Allemagne était restée le pays le plus féodal en Europe et que les Juifs y sont plus nombreux et plus actifs que partout ailleurs, ayant joué même, à la tête de la social-démocratie par exemple, un rôle assez considérable pour qu'on puisse assimiler *Juifs* et *Marxistes* (1) et que la lutte contre le marxisme puisse s'identifier avec celle contre les Juifs ; mais toutes trois exploitent, concurremment et parallèlement, le thème national et le thème social — on le contestera pour Staline, mais il me semble certain que, depuis l'exil de Trotsky, il a nettement abandonné le terrain international pour se placer sur le terrain national et faire avant tout *œuvre russe*. Nous sommes donc en présence de ce que Vico appelait un *ricorso*; la civilisation fait nettement machine en arrière, et si, comme le disait Marx, l'Ancien Régime est le défaut caché de l'Etat moderne, cela est aujourd'hui évident et éclatant ; la bourgeoisie, naguère pénétrée d'idéologie manchestérienne, c'est-à-dire libérale, antimilitariste et internationaliste, se replie maintenant sur des positions protectionnistes, militaristes et nationalistes, et le prolétariat, qui, dans la conception marxiste, est comme l'ombre de la bourgeoisie, ce qu'elle projette devant elle dans sa marche en avant — le voyageur et son ombre, comme dirait Nietzsche et l'ombre devait d'ailleurs dévorer le voyageur — et dont l'internationalisme devait être plus réel et plus effectif encore que celui de la bourgeoisie, se replie également sur des positions nationales : la IIIe Internationale n'a pas eu un destin plus glorieux que la I^e^ et la IIe : la I^e^ n'a pas pu empêcher la guerre franco-allemande de 1870, la IIe a été tout aussi impuissante devant la « grande guerre » et ses diverses sections nationales se sont rangées bien docilement derrière les diverses barrières tricolores, c'est-à-dire derrière la bourgeoisie ; et nous voyons la IIIe Internationale se montrer également incapable de s'opposer au déchaînement actuel des diverses *mystiques nationales* ; la Révolution russe, que Lénine avait conçue et promue comme devant être l'avant-garde de la Révolution mondiale, se fait, avec Staline, de plus nationaliste, elle aussi. On peut bien dire que, jusqu'ici, l'internationalisme prolétarien n'a été que... virtuel, un simple *pium desiderium* ; la Social-Démocratie allemande, à qui Marx, dans sa *Lettre sur le programme de Gotha* (1), reprochait d'être plus lassalienne que marxiste et d'avoir sur l'internationalisme des idées inférieures à celle d'une simple ligue de la paix bourgeoise, vient d'étaler au grand jour combien, en effet, étaient faibles en elle l'idée et le sentiment internationalistes : non seulement, elle n'a opposé au cyclone hitlérien, déchaînant une mystique nationale délirante, aucune résistance sérieuse, mais elle s'est empressée, pour complaire à Hitler, de se retirer de l'Internationale et de rentrer, sage et docile, dans la coquille nationale, prête à se laisser incorporer au nouvel Etat ; les socialistes allemands, qu'on a naguère baptisés *les socialistes du Kaiser*, sont devenus *les socialistes de Hitler* avec la même facilité et la même souplesse.

Que signifie donc ce *ricorso* général, ce repli de la bourgeoisie qui abandonne son idée propre pour rallier des idées d'ancien régime et ce repli du prolétariat suivant la bourgeoisie comme son ombre fidèle ? Naguère, Lamartine écrivait sa *Marseillaise de la Paix*, où l'on pouvait lire le vers fameux « *Nations, mot pompeux pour dire barbarie* » ; aujourd'hui, le nationalisme déborde et délire, et c'est un déchaînement inouï de mystiques nationales : les Italiens ne rêvent que de la *grande Italie*, les Allemands que de la *grande Allemagne*, les *Polonais* que de la *grande Pologne* et les Français que de la *grande France* et, dans chaque nation, c'est le protectionnisme à outrance qui sévit ; chacun s'isole derrière de hautes barrières, on ne parle que d'*autarchie économique*, l'Angleterre elle-même, patrie du libre-échange, est devenue protectionniste et s'enferme dans son Empire ; c'est une réaction générale, réaction économique, réaction politique, réaction sociale, et nous assistons,en effet, à la troisième *grande réaction européenne*, qui se soit produite depuis 1850 : la 1ère, celle du Second Empire, qui suivit les journées de Juin, la 2e, après 1870, qui suivit la Commune, et celle-ci, enfin, qui suit la Révolution russe : après chaque soulèvement du prolétariat révolutionnaire menaçant de faire crouler la société bourgeoise, celle-ci est prise de panique et se replie sur des positions Ancien Régime ; un Etat national, fort et absolutiste, rede-

(1) Dans le livre de *Günther-Grundel*, sur la *Mission de la jeune génération*, que Daniel Halévy a préfacé, je lis en effet ceci, p. 259 : « Je n'ai rien contre les Juifs, aurait déclaré Hitler le 15 octobre 1930, *contre les Juifs convenables* ; mais *dès que les Juifs s'allient aux bolchevistes*, nous les considérons comme des ennemis ». En effet, et voilà l'aveu : il ne s'agit donc pas de *haine raciale*, mais de *haine sociale*.

(1) Voici, au demeurant, ce que Marx disait dans cette lettre fameuse, tenue si longtemps sous le boisseau — et pour cause : « Et à quoi le parti ouvrier allemand réduit-il son internationalisme ? A la conscience que le résultat de son effort sera « *la fraternité internationale des peuples* » — Une phrase empruntée à la Ligue bourgeoise pour la paix, qui doit tenir lieu de la véritable fraternité internationale des classes ouvrières dans leur combat commun contre les classes dominantes et leurs gouvernements. De *fonctions internationales* de la classe ouvrière allemande, pas un mot !... En fait de déclaration d'internationalisme ce programme reste incomparablement au-dessous des déclarations libre-échangistes. Le libre-échange, lui aussi, prétend que le résultat de son effort est la « fraternité internationale des peuples ». Mais encore *fait-il* quelque chose pour rendre le commerce international, et ne se contente-t-il pas du sentiment que tous les peuples, à part eux, font chez eux du commerce... *La Nord deutsche Allgemeine Zeitung* de Bismark était tout à fait dans le vrai quand elle annonçait pour la plus grande joie de son maître que le parti ouvrier allemand a, dans son nouveau programme, abjuré l'internationalisme » (p. 28-29).

vient l'idéal, toute la bourgeoisie se resserre autour de l'Etat, et il s'agit d'incorporer à cet Etat le prolétariat lui-même et de détruire chez lui toute idée de *lutte des classes* : d'où le mot d'ordre, général de « *sus au marxisme* », le marxisme passant, à juste titre, pour être la doctrine, par excellence, de la lutte des classes et de l'internationalisme, et le caractère *national-socialiste* de cette réaction européenne, car, s'agissant avant tout d'incorporer le prolétariat à l'Etat bourgeois, ce sont des hommes sortis du peuple et possédant une énergie toute prolétarienne, que le capitalisme pousse en avant, avec un programme pseudo-révolutionnaire, susceptible de duper les masses. C'est l'histoire de Mussolini, fils d'un forgeron romagnole, ex-républicain et ex-socialiste, que la bourgeoisie italienne, affolée par l'état anarchique des années 1919-1920, a chargé de dériver en révolution nationale une révolution à tendances bolchevistes, et c'est l'histoire de Hitler, peintre en bâtiment, que les Junkers et la grosse industrie allemande ont soudoyé pour mater le communisme et juguler la Social-Démocratie.

La faiblesse de la réaction ouvrière

Maintenant, comment expliquer la faiblesse incroyable de la réaction socialiste en présence de ce cyclone fasciste européen ? Que la bourgeoisie abandonne le libéralisme pour se replier sur des positions *ancien régime*, rien à cela de bien extraordinaire, puisque, comme le dit Marx, *l'Ancien Régime est le défaut caché de l'Etat moderne* et l'on comprend qu'en face des assauts prolétariens, le capitalisme lâche ses principes pour sauver ses intérêts ; mais c'est la mollesse de la réaction prolétarienne qui peut paraître singulière et inouïe. Dire que les chefs ont montré une lâcheté invraisemblable, c'est constater un fait, ce n'est pas donner une explication ; ajouter même que la doctrine marxiste transformée par nos marxistes vulgaires en *mahométisme social*,ne pouvait qu'engendrer cette résignation quasi fataliste, ce n'est pas encore une explication exhaustive. Il faut dire que la situation européenne est dominée par les conséquences de la grande guerre et du Traité de Versailles, qui en a été la conclusion. La guerre a été pour le socialisme une grave défaite, et il sera longtemps à s'en relever ; il a été incapable de l'empêcher,et, chose plus grave, il s'est rangé derrière la bourgeoisie pour adopter des attitudes nationales, qu'il n'a pas encore abandonnées et lâcher l'internationalisme devenu une dérisoire utopie ; et, comme il arrive dans toutes les défaites, la discorde s'est mise dans ses rangs, tandis que la bourgeoisie, elle, refaisait son union sous la forme d'*unions nationales*, de caractères divers, mais constituant toutes la concentration, en un *faisceau* compact, des forces dites nationales, dont un Etat revigoré, et à qui on essaie de donner un contenu pseudo-socialiste, prend la direction autoritaire et absolutiste. Cette « révolution nationale » est, à l'heure actuelle, chose accomplie en Italie, en Angleterre et en Allemagne ; elle reste à faire en France, « dernière tranchée de la liberté », a dit Daladier ; mais Tardieu se tient dans la coulisse, prêt à rentrer en scène et à opérer ce qui a si bien réussi en Italie, en Angleterre et en Allemagne — Tardieu le requin, l'homme cynique, élève du cynique Clémenceau, dernier *héros* de la bourgeoisie française, dont il est, lui, le dernier espoir ! Et nous verrons nos *gauchistes*, dont Lénine avait dénoncé la maladie infantile, favoriser l'ascension de Tardieu au pouvoir par leur intransigeance soi-disant doctrinale, mais, en l'espèce, surtout niaise et imbécile, comme, en Allemagne, les communistes, en vertu du préjugé lassalien de la *masse réactionnaire*, dénoncé par Marx, ont favorisé le triomphe de Hitler ; mais il sera dit que le socialisme européen, frappé dans toutes ses formations, d'impuissance, de stérilité et de stupidité, aura fait, jusqu'au bout le lit de l'universelle réaction bourgeoise.

Pas d'Internationalisme, sans *Internationale*, dit Louzon, et rien de plus certain ; mais il faut bien en convenir : l'Internationale, la vraie, *l'Internationale des syndicats*, est encore dans les limbes ; la IIe et la IIIe, celle des politiciens socialistes et celle des politiciens communistes, n'ont fait qu'étaler leur impuissance sénile ; la IIe, celle de Berlin, n'a jamais eu qu'un internationalisme à fleur de peau, bien inférieur,dit Marx, à celui d'une simple ligue de la paix bourgeoise ; la IIIe, celle de Moscou, ne possède plus qu'un évêque *in partibus*, Trotsky, condamné à l'exil et aux vaines vaticinations ; le socialisme européen, par la guerre et depuis la guerre, fait corps avec la civilisation occidentale, c'est-à-dire avec la civilisation bourgeoise, et il en partage toutes les tares morales et spirituelles, le féroce individualisme matérialiste, amenant l'absence de toute énergie et de toute mystique ; et le communisme européen, simple reflet gagé du *Moscoutisme*, n'est qu'un communisme de secte, dont les agitations ridicules et grotesques ne font que favoriser le jeu de la bourgeoisie. Celle-ci crie « sus au marxisme » ; mais le marxisme, ô dérision, n'existe, en réalité, nulle part : l'Amérique l'ignore, l'Angleterre ne sait pas et n'a jamais su ce que c'était, l'Allemagne a confondu Lassalle et Marx, la France et l'Italie n'en ont connu que des importations plutôt falotes, sauf peut-être le guesdisme,mais Guesde, lui aussi, est beaucoup plus près de Lassalle que de Marx ; quant à la Russie, sous le nom de Marx, elle élabore on ne sait quoi au juste, mais ce n'est pas plus du *marxisme* que le germanisme n'est du christianisme; en tous cas, elle a lâché l'internationalisme, et elle fait du nationalisme autant que l'Italie et l'Allemagne. Le cyclone fasciste dévaste l'Europe actuelle et se répand comme un véritable raz-de-marée, balayant la démocratie, le socialisme, le bourgeoisisme, (en tant que philosophie manchestérienne) et réduisant l'internationalisme à l'état de rêve et de pure utopie (1).

« Pour passer d'un temps qui traite d'Annunzio comme un maître à un temps plein de valeurs quiritaires, dit Sorel, *il faudrait une catastrophe nous jetant dans un moyen-âge* .» La catastrophe est venue, nous revoici en plein Moyen-Age, les Juifs sont de nouveau persécutés et de nouveau, on dresse des bûchers pour y brûler des

(1) Au récent Congrès socialiste, le *citoyen* Marquet, l'élégant maire de Bordeaux, a déclaré qu'il fallait abandonner toute idée *libertaire* ou *internationaliste*; et cette déclaration a *épouvanté* notre Léon Blum. Evidemment, une pareille déclaration montre à nu quel chemin nos socialistes ont parcouru dans le sens de l'embourgeoisement; mais Léon Blum a-t-il bien le droit d'en être épouvanté ? Tous les socialistes — modérés ou soi-disant révolutionnaires — *se plaçant sur le terrain parlementaire, se placent forcément sur le terrain national;* et l'internationalisme des purs n'est pas plus effectif ni plus efficace que celui des *impurs*.

... livres ! L'Europe libérale se voit bafouée, et tout ce qu'elle a honoré se voit foulé aux pieds ; le fascisme européen n'a que sarcasmes et dérision pour toutes les idoles du libéralisme et de la démocratie ; et nos Occidentaux se voilent la face devant un Mussolini et un Hitler, ces *enfants terribles*, qui saccagent impitoyablement et cyniquement le jardin de leur belle civilisation, où naguère fleurissaient, comme des roses du matin, la liberté et l'individualité ; nos bourgeois et nos prolétaires se voient obligés de courber la tête sous le joug de fer de ces nouveaux aventuriers qui, pour sauver la civilisation, détruisent ce qui fait le prix de la civilisation, pour sauver la patrie, lui mettent un carcan et, pour sauver le capital, arborent un socialisme d'un nouveau genre, guère moins inquiétant que l'autre, *l'affreux marxisme*. La bourgeoisie a payé ces aventuriers, ces hommes du peuple, dont l'énergie farouche devait faire ce qu'elle n'a plus, pour se sauver l'énergie de faire par elle-même ; mais elle se recule, épouvantée, devant ces *sauveurs improvisés*, entre les mains desquels elle s'est livrée, mais dont elle interroge le visage avec inquiétude, pour savoir ce qu'ils feront d'elle et si ces sauveurs ne vont pas la perdre, ressemblant à cet homme honnête, mais poltron, qui pour défendre sa maison attaquée, commencerait par faire un pacte avec quelque bandit de grand chemin — un pacte avec le diable.

Pauvre Europe libérale !

Pauvre Europe libérale ! La « grande guerre », cependant, semblait avoir été le triomphe des puissances libérales sur cette Allemagne féodale, qui dressait encore au cœur de l'Europe sa masse réactionnaire, avec ses Junkers, sa monarchie de droit divin, son armée à la discipline de fer, le tout accommodé d'une sauce où le moderne masquait à peine le moyen-âgeux ; le « Seigneur de la Guerre », ce Guillaume II, qui tenait toujours sa poudre sèche et son épée aiguisée, sinistre cabotin et valeureux poltron, avait été vaincu, et, lâchement, honteusement, avait fui sous la botte des Alliés, sans même avoir le courage de mourir à la tête de son armée; et l'Entente,cette coalition des nations bourgeoises, libérales et démocratiques, avait pu imposer à l'Allemagne vaincue un traité ignominieux, le fameux Traité de Versailles, qu'on ne lui avait même pas laissé discuter, qu'on lui avait *dicté*, et qui, outre des dispositions draconiennes et irréalisables, constituait, par sa forme seule, *une humiliation sans précédent*, et comme la France vaincue, à la suite des guerres napoléoniennes, n'avait pas eu à supporter, ayant pu, elle, discuter pied à pied, à Vienne, les clauses de la paix. Mais les Alliés avaient eu peur, et, quand les bourgeois ont eu peur, ils deviennent... *féroces* ! Ils traitèrent donc l'Allemagne, comme les Versaillais traitèrent les Communards en 1871, sans pitié, sans égards, mettant à l'humilier une rage concentrée et une cruauté à froid véritablement inouïes ; mais n'était-elle pas l'incarnation même du Mal dans le monde, n'avait-elle pas déclaré la guerre à *d'innocentes* puissances ? ne portait-elle pas *seule* la responsabilité de cette guerre affreuse où elle avait étalé par des atrocités inédites son âme sauvage? Il fallait donc la réduire à l'impuissance,il fallait la désarmer; pour sauver les principes, on lui promit bien, si elle était *sage*, de désarmer aussi, mais, comme on la déclarait de mauvaise foi, par hypothèse, définition et construction, d'avance et *à priori*, on pensait bien n'en rien faire et rester armé formidablement en face de son désarmement, pour, éternellement, la tenir en respect ; et depuis la guerre, avec une mauvaise foi insigne et un jésuitisme sans pareil, la France, je veux dire la bourgeoisie française, la plus bourgeoise des bourgeoisies, la plus hypocrite et la plus jésuite, élève des Jésuites d'ailleurs et de l'Université, non moins jésuite en matière de patriotisme, au nom d'une *sécurité* que rien ne pourra jamais garantir, oppose aux réclamations de l'Allemagne une fin de non-recevoir absolue, et nous avons cette Conférence du désarmement, chef-d'œuvre du lanternement jésuite, où personne ne conjugue le verbe *désarmer* que... pour les autres et au futur !

Pauvre Europe libérale ! Elle avait bien cru pourtant en finir une fois pour toutes avec toute forme Ancien Régime en écrasant cette Allemagne féodale, dernier vestige du Moyen-Age ; et la voici soudain, en l'an de grâce 1933, en présence de cet Hitler et de ses *nazis*, qui prétendent promouvoir un *Troisième Reich* ; mais ce Reich nouveau ne ressemble que trop à l'Ancien, au Premier Reich, celui de Bismark ; il renchérit même sur lui, car Bismark, ce Junker idéal, n'avait pas persécuté les Juifs et Hitler les persécute ; Hitler brûle des livres et Von Papen assure qu'il est déshonorant de mourir dans son lit, quand on peut mourir, glorieusement, sur un champ de bataille, affirmation, on en conviendra, qui est une insulte intolérable à tout le pacifisme de toutes les honorables bourgeoisies de l'Ancien et du Nouveau Monde ! Et n'est-il pas d'un comique du dernier savoureux de voir notre bonne bourgeoisie française, par l'organe du *Temps*, ce recueil ineffable des prudhomies libérales et bourgeoises, objurguer la Social-Démocratie allemande d'avoir à mieux résister à Hitler et l'accabler de son mépris pour s'être laissée juguler sans résistance par lui ? La Social-Démocratie était, en effet, le *seul parti républicain* en Allemagne, le seul sur lequel pouvait compter la bourgeoisie libérale ; et le voici qui s'effondre sans coup férir ! O honte ! O désespoir ! O... lâcheté ennemie ! Hitler met vraiment nos bourgeois dans un cruel embarras ; leurs principes et leur raison le leur font détester, mais... leur cœur est à lui. *Enfin, nous avons Hitler !* s'écrie cette innocente — innocente et cynique tout ensemble — bourgeoise nancéenne. Oui, répond en sourdine et dans le fond de son cœur, toute la bourgeoisie européenne: enfin, nous avons Hitler, après Mussolini ; mais, tout de même, il persécute les Juifs et il brûle des livres : quel maladroit !

Pauvre Europe libérale ! la voici empêtrée, jusqu'au cou, dans des contradictions insolubles, contradictions économiques et contradictions politiques ! Jamais il n'a été plus nécessaire que la circulation, que l'échange fussent libres et vraiment internationaux ; comme le disait si bien Proudhon en une page célèbre, la circulation, dans le monde moderne, si elle est riche et pleine et libre, tout marche bien ; mais si elle est arrêtée, entravée et sclérosée, tout meurt, et le propriétaire est, à l'instant, aussi pauvre que le prolétaire. Or, voici que plus rien ne circule, ni marchandises ni capitaux ; tout est gelé,et, derrière des barrières hautes comme une muraille de Chine, les *pauvres* nations, en proie au nationalisme économique le plus imbécile, ne savent que faire de leur blé, de leur café et de leur vin, et en sont réduit-

tes à le brûler, à le transformer en charbon, à arracher leurs vignes ; et, à côté de ce blé invendu, brûlé ou jeté à la mer, à côté de ce café transformé en mazout, de ce vin qui ne coule plus, des millions et des millions de chômeurs se serrent la ceinture et la bourgeoisie se voit obligée de les nourrir — ô honte ! — à ne rien faire ! Ces *paresseux involontaires*, à qui la bourgeoisie ne peut plus reprocher de ne pas chercher du travail et qu'ils en trouveraient, s'ils le voulaient bien, et ainsi pourraient faire fortune à son instar, — c'est vraiment une plaie béante au flanc de son beau système social, mais une plaie qu'elle ne sait plus comment fermer, ni cautériser: elle saigne de plus en plus, elle est de plus en plus béante !

Pauvre Europe libérale ! Naguère, elle s'élançait sur les traces de l'Angleterre, son chef de file, dans la voie d'un libre-échange universel et d'un internationalisme économique hardi et sans limites ; la doctrine de Bright et de Cobden triomphait, les Ligues de la Paix florissaient et foisonnaient et elle pouvait se laisser aller jusqu'à dire avec un de ses grands poètes : *Nations, mot pompeux pour dire barbarie !* L'Etat ne devait plus être qu'un chien de police ; on ne rêvait que de réduire au minimum ses attributions ; l'idéal, c'était... *le moins d'Etat possible !* Mais hélas, aujourd'hui, c'est la mystique nationaliste qui se déchaîne, toute la bourgeoisie se ramasse, frileuse, autour de l'Etat, conçu à la mode hégélienne, comme la substance même de la société, comme une providence tutélaire, que dis-je, comme *la réalisation même de l'Idée* ; et nous avons tous les genres possibles de fascisme, le libéralisme est bafoué, l'Etat est exalté, renforcé, toutes les classes doivent se fondre en lui, et le mot d'ordre est : sus au manchestérianisme! sus au marxisme ! Plus de liberté, plus de lutte de classes ! paix sociale dans l'établissement pénitentiaire de l'Etat absolu !! Et ce n'est plus le cri de Lamartine : *Nations, mot pompeux pour dire barbarie*, que la bourgeoisie accueille d'une oreille complaisante, mais elle remplace le mot *nation* par le mot *classe*, la nation est, au contraire, déifiée et le patriotisme devient la religion bourgeoise par excellence, la religion unique, qui ne supporte aucune négation, aucune critique, aucun blasphème et l'on ne sait plus, si la bourgeoisie croit encore en Dieu ou si elle y a jamais cru, mais sûrement, elle croit en la Nation, la Patrie est Dieu, honte et dérision à qui n'a pas... *le sens national*, le sixième sens !

Pauvre Europe libérale ! « Mais, demande Proudhon, qu'est-ce que la politique avec le capital pour souverain? Un spectacle d'ombres chinoises, une danse des morts. Sur quoi, je vous prie, peuvent porter des opinions et des votes ? Sur des questions de justice répartitive et distributive, de morale publique, de police, d'administration, de propriété. Or, allez au fond : vous trouvez que la libre-pensée a tout disséqué, tout décrit ; que le chaos est partout, de quelque côté qu'on se tourne, si bien enfin que, pour conserver un reste de paix et d'ordre dans ce monde ébranlé, il n'est plus de ressource que l'arbitraire : *Laissez donc faire, laissez passer* tout le monde et toutes choses, et contentez-vous d'essuyer vos éclaboussures. Ni chrétien ni Juif ; ni royaliste ni démocrate ; ni académicien ni romantique ; *chacun chez soi, chacun pour soi*, Dieu, c'est-à-dire la Fortune pour tous et l'intolérance seulement pour les intolérants ; celui-là seul est mauvais citoyen, qui ne sait vivre dans un milieu où il y a place honorable même pour les voleurs et les prostituées » (*Confessions d'un révolutionnaire*. p. 51-52). Proudhon écrivait cela en 1850 ; il constatait déjà la crise morale qui travaille la civilisation libérale et bourgeoise, mais il ne voulait pas, comme il le dit lui-même, « inculper la liberté ». « Non que je veuille, déclarait-il, prenez-y garde, inculper la liberté ; je dis seulement que, dans la charte de 1830, *notre liberté n'ayant ni lest ni boussole, est celle de tous les crimes*, et *notre ordre social une parfaite dissolution.* »

Aujourd'hui, la bourgeoisie, à bout de ressources et ne sachant comment se tirer de cette crise formidable et terrible, qui est à la fois morale, politique et économique, en est réduite, elle qui eut la gloire de promouvoir toutes les libertés, à *inculper la liberté*, elle renie le libéralisme, elle se donne à des dictateurs, elle renforce l'Etat, elle est... fasciste ! Pauvre Europe libérale ! Pauvre bourgeoisie !

(*A suivre*). Edouard BERTH.

Solidarité pour nos frères allemands

Le fléchissement du mois d'Août s'est maintenu en Septembre; cela tient aux vacances. Nous comptons que le mois d'Octobre et les suivants, les fonds vont rentrer. Les camarades qui désirent des listes de souscription, n'ont qu'à nous écrire.

Nous insistons auprès des camarades, pour qu'ils effectuent des versements mensuels.

Adresser la correspondance et les fonds, au camarade Delsol, Syndicat du Gaz de Banlieue, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, Paris (10e). Chèque postal : Paris 1748-92.

TROISIEME LISTE DE SOUSCRIPTION

Syndicat Autonome des Teinturiers de St-Etienne, 50; Marthe Bigot (souscription) 31; Auffret (Seine) 10; Sancier (Paris) souscription, 100; Béatrix (Indre-et-Loire) 20; Louzon (Alpes-Maritimes) 100; H.L. (Alpes-Maritimes) 200; Croze (Paris) 30; A.O.P. (souscription, Paris) 242; M. Alexandre (Seine) 100; Piquet (Paris) 20; Mlle Jouveshomme (P.-de-C.) 20; Syndicat Unitaire de la Typographie Parisienne, 100; Y. R. Hagnauer (Paris) 50; Deveaux (Paris) 10; Simone Weil (Paris) 400; Alhomme (Paris) 10; Pranchère (Paris) 15; Langevin (souscription, Paris) 41; Dehay (Pas-de-Calais) 100; Syndicat National Enseignement (Hte-Savoie) 250; Grandfils et Speiser (Paris) 59,60; Speiser (Paris) 10; Simone Petrement (S.-et-O.) 20; Syndicat Confédéré Gaz de Paris (employés) 50; Monatte (Paris) 10; M.G. (Loire) 20; Berthe Moreau (S.-et-O.) 10; Reulet (souscription P.T.T., Paris) 36; Delsol (Paris) 10; Simone Kahn (Paris) 10; Battini (Paris) 10.

Total de la troisième liste	2.144 60
Total des listes précédentes	7.064 76
Total au 30 Septembre	9.209 36

VERSEMENT MENSUEL

Ont pris l'engagement d'un versement mensuel : Y. R. Hagnauer, Croze, Speiser.

FAUSSE NOUVELLE

Rome, 29 septembre. — Ce matin les parlementaires français du Comité France-Italie en visite à Rome ont été fleurir la tombe de Matteoti, martyre de la cause du parlementarisme. (*Havas*).

On nous assure en dernière heure que la nouvelle ci-dessus est fausse!!

Parmi nos Lettres

« Nous ne sommes pas un état égalitaire ». Du camarade Lagardère, instituteur girondin, à propos d'un « fait et document » du dernier numéro :

La Petite Gironde, *quotidien aussi réactionnaire que le* Petit Marseillais, *a publié de son « envoyé spécial » à Moscou, signant G.R.T. des articles contenant mot pour mot le même passage que celui du* Petit Marseillais *reproduit par la* R.P. (1).

Ce reportage comprend d'ailleurs bien d'autres passages du plus haut intérêt.

Par exemple:

Au milieu de tous ces chantiers (du Plan Quinquennal) à 5 mètres de hauteur est toujours suspendue une immense banderole rouge, sur laquelle des caractère blancs ou noirs tracent la devise que nous estimons salvatrice de la Russie actuelle: « Nous ne sommes pas un Etat égalitaire ». C'est le retour au principe de la différenciation qui est le point principal de la doctrine de Staline et qui représente tout simplement le passage du communisme de jadis à l'étatisme rigoriste et intégral qui règne actuellement à Moscou. (*Petite Gironde* du 17 septembre).

Et aussi tout un article relatif au « rapprochement Franco-Russe » (Petite Gironde *du 18 septembre) (où on décerne du « grand écrivain politique » au camarade Radek) et où l'on trouve des phrases de ce genre:*

Le grand écrivain politique du gouvernement de l'U.R.S.S., Radek, fut donc prié de faire un voyage à Varsovie et bientôt après, commença dans les *Izvestia*, la publication d'une série d'articles très remarqués (*tu parles !*) où était exposée avec clarté la nécessité inéluctable de l'entente polono-soviétique. Le gouvernement de l'U.R.S.S. se félicite de l'apparition d'une Pologne indépendante (??!!) comme l'un des faits témoignant d'un progrès...

Aux apparitions de Beauraing, il faudra joindre l'« apparition » de cette Pologne « indépendante » que, pourtant, en 1920... N'est-ce pas M. Radek, repeint en rose ?...

Marquet et la circulaire de Monzie. Du même camarade :

Vous posez la question: « La nouvelle équipe Marquet et Cie prend-elle à son compte la circulaire de Monzie contre le syndicalisme des instituteurs ? »

Réponse: *Au Conseil général de la Gironde, le samedi 9 septembre, à la suite du dépôt d'un vœu relatif au Congrès du S.N. des Instituteurs et d'un second vœu réclamant des sanctions contre ces instituteurs « anarchistes » (sic), M. Marquet répond:*

M. Marquet juge sans nécessité pour le Conseil (général) une discussion sur le fond de ces ordres du jour. En ce qui concerne celui de M. Cante (le premier vœu) il déclare que sa manière de voir a été publiquement exposée dans son discours d'Angoulême. *Ce n'est pas à l'heure où l'hitlérisme menace le pays et la Démocratie qu'il convient de transformer la France en un vaste syndicat d'objecteurs de conscience.* (*La Petite Gironde* du 10 sept. 33).

Voilà la « température » de M. Marquet. La bourgeoisie française peut dormir tranquille; M. Marquet suivra M. Daladier et M. de Monzie, partout où ils le mèneront. M. Marquet n'entend pas être en reste avec le Salomon Grümbach du 2e Bureau.

(1) Ces articles sont sans doute du même auteur, la signature complète de l'« envoyé spécial » du *Petit Marseillais* étant G.-R. Tabouis. (N.D.L.R.).

Comment il ne faut pas combattre l'hitlérisme Du camarade Guriec, douanier rouennais :

Il y a trois semaines, le navire allemand Vulkan *quittait le port de Rouen, avec le pavillon hitlerien à son grand mât. Lorsqu'il passa devant les équipes de dockers travaillant à bord d'un autre navire, il fut accueilli par une bordée de coups de sifflets auxquels le capitaine répondit par un geste de défi tandis que les matelots occupés à la manœuvre des câbles assistaient* indifférents *à l'incident; là, rien d'anormal: les ouvriers sifflaient le pavillon à croix gammée et* seul *le capitaine semblait le défendre (j'étais témoin de l'incident).*

A Caen, au contraire, le 16 dernier, il en fut autrement: sur un bateau hitlérien, l'Otsée, arborant la croix gammée, des cailloux furent lancés sur l'équipage à différentes reprises. *Cela à mon avis est grave, car ainsi on a mis les officiers et l'équipage sur le même pied. Ce faisant, c'était la vieille haine du « boche » qui prédominait; des matelots de l'Otsée réfractaires au régime hitlérien en sont peut-être, de ce fait, devenus des partisans.*

Que demain, dans le canal de Kiel, où passent de nombreux bateaux français se rendant dans la Baltique, la même chose se produise de la part des Allemands, et voilà la menace de guerre qui se précise; car vous ne doutez pas que l'incident de Caen va être amplifié outre-Rhin!

Je m'adresse à des syndicalistes qui mettent la notion de classe au-dessus de celle de parti, et je leur jette le cri d'alarme. Prenons garde au débordement des forces mauvaises qui ont allié à Caen les communistes et les jeunesses patriotes. Que le régime hitlérien soit boycotté, oui ! Que le pavillon hitlérien soit sifflé, oui ! Que par le tract, la persuasion, les syndiqués conscients tentent d'amener à nos convictions les matelots allemands, oui ! Mais si exploités et exploiteurs français s'unissent contre les allemands, gare au retour de 1914 !

Encore à propos de l'Anschlüss. De Van Zürk cette nouvelle lettre (voir R. P. du 25 septembre) :

Je suis d'accord avec Louzon que les autrichiens ont le droit de disposer d'eux-mêmes, mais n'oublions pas que l'Anschluss, si légitime qu'elle soit, comporte des conséquences qui varient selon les circonstances. Si l'Anschluss s'était, avant l'avènement du fascisme en Allemagne, réalisé, nous n'aurions pu qu'y applaudir car nous sommes toujours pour la plus grande concentration; de plus, cela n'aurait pas changé grand chose pour l'ouvrier autrichien. Mais aujourd'hui ? Devons-nous, parce que nous sommes partisans du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, courir le risque d'être submergé par le fascisme barbare ? Devons-nous, après avoir rendu la liberté à un individu, le laisser mettre le feu à sa maison et risquer de périr avec lui ? Louzon dit que le refus de l'Anschluss apporte de l'eau au moulin d'Hitler. C'est peut-être vrai. Mais quelle garantie pouvons-nous avoir que l'Autriche, une fois libre, ne se jettera pas dans les bras d'Hitler ? Les événements d'Allemagne nous autorisent à être sceptiques sur l'usage que font les peuples du droit de disposer d'eux-mêmes. Etant donné que la classe ouvrière n'a malheureusement pas encore l'air de vouloir mener une politique propre à l'égard du fascisme, je préfère encore maintenir les autrichiens sous la tutelle de la France, quitte à faire le jeu de la bourgeoisie française !

C'est ce que Van Zürk appelle être partisan du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ! Le prolétariat autrichien a le droit de disposer de lui-même..., à condition qu'il en dispose comme Van Zürk le veut ! S'il prétend en disposer autrement, au même si, simplement, on peut craindre qu'il n'en dispose autrement, Van Zürk n'hésite pas à faire appel à la force des baïonnettes de la bourgeoisie française...

R. L.

A PLAT VENTRE DEVANT LES PUISSANCES D'ARGENT

Après les conventions " scélérates " de Le Trocquer la convention super-scélérate de Daladier

Dans la *R. P.* du 10 juillet dernier, nous citions le passage suivant du numéro du 29 juin du quotidien financier l'*Information: « L'acceptation par la Commission des Travaux Publics du projet gouvernemental de réorganisation des réseaux a transformé en véritable* boom *la fermeté des chemins de fer que nous signalions hier. Le* Lyon *passe de* 937 *à* 1.000, *le* Midi *de... etc.* » — et nous ajoutions: « *Nous reviendrons en détail sur ce monstrueux projet de* réorganisation *des chemins de fer, établi par le ministère Daladier, et accepté* à l'unanimité *par la Commission des Travaux Publics de la Chambre* ».

Ce n'était d'ailleurs là nullement un boom spéculatif, une hausse sans lendemain. La comparaison des cours de Bourse d'il y a un an — époque où il n'était encore pas question de la nouvelle convention — avec ceux d'aujourd'hui, maintenant que la convention est définitivement acquise — le montre surabondamment.

Le crédit des compagnies de chemins de fer étant étroitement lié à celui de l'Etat, le cours de leurs actions réagit aux événements généraux qui affectent les Bourses de la même manière et dans les mêmes proportions. Il n'y a de décalage que lorsqu'un événement survient — telle une nouvelle convention — qui affecte directement la situation financière des reseaux. Or, si l'on compare les cours des actions de chemins de fer et ceux des rentes françaises, il y a un an et maintenant, on constate que les actions de chemins de fer ont monté par rapport aux rentes de 10 % environ (1).

C'est donc à un dixième du montant du capital des chemins de fer que la Bourse estime le cadeau qui leur a été fait par l'Etat par la nouvelle convention, soit une somme de l'ordre de centaines de millions.

Peu de jours après le vote de la Commission, le monstrueux projet était voté en un tournemain par les deux Chambres (à l'unanimité moins 10 voix, à la Chambre des Députés !) ; il vient d'être ratifié par la plupart des Compagnies de chemins de fer au cours d'assemblées générales tenues le mois dernier; le magnifique cadeau dont l'annonce suffisait à déclancher un *boom* sur les actions de chemins de fer est donc devenu définitif. A l'heure où le gouvernement qui a établi ce projet et les Chambres qui l'ont voté s'apprêtent à demander aux salariés de l'Etat de nouveaux « sacrifices » sous forme d'une nouvelle réduction de leurs salaires, il est utile d'analyser en détail le cadeau qu'ils ont fait aux actionnaires des chemins de fer.

(1) Voici le détail des chiffres. Pour la semaine allant du 23 au 29 septembre 32, le cours moyen du 3 % perpétuel a été 84 fr. 09; pour la semaine du 23 au 29 septembre 33, ce cours a été de 67 fr. 89. Durant cette même semaine de 1932, le cours moyen des actions des 5 grandes compagnies de chemins de fer a été 1090 fr. 60; s'il était resté au même niveau que celui de la rente 3 %, il aurait donc ne plus être pour la semaine correspondante de 1933 que 880 fr.; or il a été 972 fr. 08: donc, augmentation de 10,5 %.

Pour les Compagnies du " substantiel "

C'est par l'article 5 de la convention passée le 6 juillet avec les Compagnies de chemins de fer et approuvée par la loi du 8 juillet que le cadeau a été effectué. Cet article modifie l'article 14 de la convention précédente, celle de 1921, signée par le ministre du Bloc National le Trocquer et qualifiée...alors, fort justement, de « scélérate » par les partis de gauche.

Cet article 14 était celui qui fixait le montant des primes à accorder aux Compagnies. La convention de 1921 décidait en effet qu'outre une rémunération fixe assurant en tout état de cause un dividende déjà fort rémunérateur aux actionnaires, il serait alloué aux Compagnies une « prime de gestion », dépendant des résultats de l'exploitation pendant l'année.

Cette prime se décomposait en deux. D'une part il y avait une prime A, qui dépendait uniquement du montant des recettes; d'autre part une prime B dépendant de la différence entre les dépenses et les recettes. Lorsque les recettes augmentaient, la prime A augmentait, et diminuait dans le cas contraire; lorsque l'exploitation de l'année se bouclait par un plus grand bénéfice (ou, dans le cas de déficit, par un déficit moindre), la prime B augmentait et diminuait dans le contraire.

Pendant la dizaine d'années qui suivit la signature de la convention de 1921, tout alla bien; c'est-à-dire tout alla bien pour les Compagnies. La baisse du franc amena des augmentations de tarifs; de ce fait les recettes se trouvèrent accrues, et donc, automatiquement la prime A. D'autre part, la « prospérité » ne cessant de croître, les voyageurs et les marchandises transportées augmentèrent aussi en nombre, ce qui augmentant beaucoup moins les dépenses d'exploitation que les recettes, diminuait le déficit d'exploitation, le transformant même en bénéfice durant les années qui précédèrent immédiatement la crise: la prime B donc, elle aussi, croissait. Ainsi les actionnaires touchaient des dividendes croissants, et les administrateurs des tantièmes pareillement croissants. La convention de 1921 était parfaite...

POURQUOI IL FALLUT CHANGER LA CONVENTION DE 21

Mais vint la crise.

Vint aussi, en même temps que la crise, une extension considérable de la concurrence des transports auto-

mobiles, notamment du fait de la mise au point du moteur Diesel pour camions, plus économique que le moteur à essence, qui permettait désormais à la route de concurrencer la voie ferrée même pour les marchandises semi-pondéreuses, même pour de longs parcours.

Les recettes donc se mirent à baisser et le déficit à s'accroître. De ce fait les deux primes A et B diminuèrent. Elles risquaient fort, si cela continuait, de s'annuler complètement. La convention de 21 devenait ainsi mauvaise pour les Compagnies...

Or une telle chose est impossible. On sait qu'une convention doit toujours profiter aux Compagnies.

Si pour une cause quelconque une convention devient désavantageuse pour une compagnie... on s'empresse de modifier la convention. Et c'est ainsi que dès le début de la crise les Compagnies commencèrent à demander la modification de la convention de 1921, qu'elles avaient jusque là proclamée intangible.

LES NOUVELLES PRIMES

Ce qui dans les circonstances actuelles rendait désavantageuses les primes de la convention de 21 c'était ceci: ces primes (A et B) étaient calculées par rapport à la situation existant dans l'année qui avait précédé immédiatement la convention, c'est-à-dire 1920.

Le principe de la convention de 1921 avait été de fixer aux Compagnies une rémunération fixe correspondante à ce qu'on considérait comme une rémunération normale, pour un trafic et une exploitation tels que ceux de 1920; ce n'était que si le trafic augmentait ou que l'exploitation s'améliorait qu'à cette rémunération fixe s'ajoutait une rémunération supplémentaire: la prime. Avec la nouvelle convention, les Compagnies, tout en gardant la rémunération fixe qui avait été jugée normale pour un trafic identique à celui de 1920, vont en toucher une supplémentaire, même si le trafic est inférieur à celui de 1920, même si l'exploitation est plus déficitaire !

La prime A devient en effet une prime simplement proportionnelle aux recettes; quelque soient celles-ci, même si elles sont inférieures à celles de 1920, même si elles tombent à un chiffre infime, les réseaux touchent une prime ! Une prime égale à un demi pour cent des recettes sur le premier milliard de recettes, une prime égale 0,4 pour cent sur le restant des recettes.

La prime d'exploitation est, elle, égale à 1 % de la différence entre les recettes et les dépenses; si elle est négative, elle est déduite de la prime A.

UN DEMI-MILLION DE PLUS POUR LES COMPAGNIES; UN DEMI-MILLION DE MOINS POUR L'ETAT.

C'était déjà là un beau cadeau mais il fallait le corser encore. Il fallait assurer dès maintenant aux Compagnies, malgré la crise, malgré la concurrence des autos, non seulement une prime mais une prime importante.

Pour cela, d'un trait de plume, par l'article 3 de la loi, on a augmenté d'un demi-milliard les recettes des chemins de fer.

Pour que la prime A, proportionnelle aux recettes, atteigne un montant élevé, il fallait en effet augmenter les recettes; en augmentant les recettes on diminuait du même coup le déficit d'exploitation, et ainsi on augmentait également la prime B; il fallait donc augmenter les recettes. Mais pour y arriver, comment faire ? — Accroître le trafic ? Cela ne dépendait ni de Daladier, ni des Chambres: la crise est là. Augmenter les tarifs ? C'était bien dangereux, car la concurrence automobile, elle aussi, est là: toute augmentation de prix des transports par voie ferrée aurait retiré des clients aux chemins de fer pour les donner à l'auto, ce qui aurait tendu à faire baisser les recettes.

On trouva alors ce truc ingénieux: par l'article 3 de la loi, on augmenta les tarifs-voyageurs de 20 %, mais on réduisit d'autant l'impôt sur le transport des voyageurs, si bien que finalement l'usager ne paie pas plus cher, et les Compagnies empochent davantage; c'est l'Etat qui touche moins !

Il ne s'agit pas là d'une petite somme; il s'agit d'un demi-milliard: 470 millions eaxctement, d'après l'estimation des Compagnies elles-mêmes, pour l'année en cours. 470 millions d'impôts que l'Etat, dont le budget est actuellement en déficit de 6 à 8 milliards, abandonne bénévolement d'un seul coup; 470 millions dont d'un seul coup vont être augmentées les recettes des Compagnies; 470 millions dont d'un seul coup va être amélioré le compte d'exploitation; 470 millions qui vont faire tout de suite s'accroître les primes A et B du montant correspondant...

A TOUS LES COUPS L'ON GAGNE

Ce n'est pas tout encore.

On ne saurait en effet être trop prudent. On ne sait jamais. Malgré les précautions prises, les conditions économiques peuvent peut-être changer un jour du tout au tout et de telle manière que les primes fixées par l'ancienne convention auraient été plus avantageuses que celles fixées par la nouvelle. Eh bien, c'est très simple ! Dans ce cas, c'est l'ancienne convention qui jouera! C'est ce que stipule un paragraphe de l'article 5 de la convention.

Ainsi, donc, aucun risque de perte; seulement des chances de gain: « Quoi qu'il arrive, nous ne nous vous donnerons pas un sou de moins que ce que ces scélérats du Bloc National, ont, par leurs conventions scélérates, accepté de vous donner, mais... quand ce ne sera pas assez, nous vous donnerons plus ! »

Enfin, le bouquet: à côté de la prime de la Compagnie, une prime, aussi bien dans la convention de 21 que dans celle de 33, est allouée au personnel; mais, tandis que dans la convention de « droite » de 1921, la prime du personnel est *supérieure* à celle des Compagnies, près du *double* de celle des Compagnies — dans la convention de « gauche » de 1933, elle lui est simplement égale !

C'est, sans doute, ce qu'en style parlementaire on appelle: faire une politique *démocratique*.

Telle est la nouvelle convention.

Mais, en régime « démocratique », aucune convention ne pourrait se borner à être ce qu'elle est uniquement. Il lui faut paraître autre chose que ce qu'elle est. Aucune convention entre l'Etat et une société pri-

vée ne saurait paraître accorder à celle-ci des avantages sans « contre-partie ». Sans qu'on puisse dire au bon populo: « nous donnons, mais... nous recevons ».

Pour l'Etat, du vent

Il faut donc qu'en échange du bon argent sonnant qu'on accorde à la Compagnie avec laquelle on traite, on obtienne quelque chose, mais... quelque chose qui ne coûte rien à la Compagnie. La convention Daladier ne fait pas exception à la règle. En échange du bon argent sonnant fourni par l'augmentation des primes, les Compagnies ont fourni... du vent.

Celui-ci revêt dans la convention de 1933 deux formes: d'une part de soi-disants avantages matériels dont on s'aperçoit lorsqu'on les examine, qu'ils se réduisent à zéro; d'autre part des avantages... « moraux ».

Les soi-disant avantages matériels sont contenus dans les articles 6 et 7 de la convention. Les voici:

UNE AUTO VIEILLE DE 39 ANS SERA JUGÉE COMME SANS VALEUR

La convention de 21 stipulait que tous les objets mobiliers appartenant aux réseaux, notamment les wagons, locomotives, etc... devaient être, en fin de concession, ou en cas de rachat, repris par l'Etat à leur prix coûtant (1), moins un amortissement correspondant au temps qui s'était écoulé entre le moment où l'objet avait été mis en service, et celui où il était repris par l'Etat. Cet amortissement, comme tous les amortissements, devait correspondre à l'usure de l'objet. Or, cet amortissement était calculé à raison de un quarantième de la valeur de l'objet à l'état neuf, par année; c'est-à-dire qu'on estimait que l'objet n'était complètement usé qu'au bout de 40 ans en moyenne.

Qu'une locomotive puisse durer 40 ans, c'était déjà beaucoup, mais depuis 1921, d'assez nombreux engins auxquels on ne pensait point en 21 sont entrés en service sur les réseaux de chemins de fer, et sont appelés peut-être à y entrer sur une assez grande échelle: ce sont les engins dont le mode de traction est non plus la vapeur, mais le pétrole ou ses dérivés. Or, si on peut admettre à la rigueur qu'une machine à vapeur dure 40 ans, il est bien évident que c'est impossible pour un moteur à explosion: moteur à essence, à pétrole, Diesel, etc... Cependant, si on avait, en cas de rachat ou à la fin de la concession, suivi la convention de 21 à la lettre, les engins à moteur à explosion n'auraient été amortis eux aussi, comme tout le reste, que d'un quarantième par an. Si bien qu'une automobile ayant 20 ans d'âge par exemple, c'est-à-dire dont personne ne voudrait plus donner un sou, aurait dû encore être payée par l'Etat aux Compagnies à la moitié de son prix de neuf; pour une auto ayant 39 ans, l'Etat aurait encore dû payer une certaine somme pour elle!

Evidemment, si corrompus que soient les tribunaux, ils n'auraient pu avaliser de telles prétentions. Ainsi que le reconnut lui-même dans son rapport aux actionnaires, le Conseil d'Administration du P.-L.-M., la jurisprudence du Conseil d'Etat (jurisprudence qu'il a créé d'ailleurs surtout dans l'intérêt des Compagnies : la théorie de « l'imprévision ») admet que lorsque de nouvelles conditions techniques ont surgi depuis l'époque du contrat de concession, les clauses de celui-ci doivent être modifiées en rapport avec elles. Le jour donc où cette clause aurait été appelée à jouer, l'Etat n'aurait eu qu'à aller devant le Conseil d'Etat pour faire juger qu'une durée d'amortissement manifestement prévue pour un matériel à vapeur ne pouvait s'appliquer pour un matériel à pétrole.

En acceptant par l'article 6 de la nouvelle convention, de réduire à 15 ans la durée de l'amortissement pour le matériel à moteurs sur rails, et à 5 ans pour le matériel sur route, les Compagnies se sont donc simplement évitées d'avoir à plaider un procès monstrueux, et perdu d'avance.

Tel est le premier « sacrifice » (c'est ainsi qu'elles disent) que les Compagnies font à l'Etat.

IL Y AURA DU VIEUX MATERIEL QUI NE SERA PAS RACHETÉ A SON PRIX DE NEUF

Il en est un second, toujours dans l'ordre « matériel ». Les conventions de 1921 stipulaient que tout le gros des nouveaux travaux et du nouveau matériel serait payé au moyen d'émission d'obligations.

La charge de ces obligations, leur intérêt, leur remboursement, était naturellement à la charge des compagnies tant que celles-ci exploitaient. Si les réseaux étaient rachetés par l'Etat, celui-ci prenant possession de ces lignes, du matériel, etc..., devait en même temps prendre à sa charge le service des obligations restantes, intérêt et remboursement. Rien de plus naturel. Mais, comme rien dans une convention avec les Compagnies de chemins de fer ne saurait être naturel et normal, à ceci s'ajoutait cette chose formidable: en plus de la prise en charge des obligations, l'Etat devait payer aux Compagnies une somme égale à autant de cinquantièmes de la valeur dudit matériel qu'il s'était écoulé d'années entre l'achat de ce matériel, et le moment où il était racheté.

Pour comprendre toute la signification de cette clause, qu'on nous permette quelques détails. Les obligations en question, comme toutes obligations destinées à des usages analogues, doivent être amorties, c'est-à-dire remboursées, au fur et à mesure que le matériel

(1) Nous disons « prix coûtant », pour simplifier, mais c'est inexact. On trouve en effet dans les conventions de chemins de fer les choses les plus ahurissantes, des choses à faire dresser les cheveux sur la tête du comptable doté du moindre bon sens. Voici exactement ce que décide la convention de 21 : avant de déduire l'amortissement du prix d'achat du matériel, on doit augmenter ce dernier de l'intérêt de son prix, pendant le temps que la Compagnie s'est servi du matériel; le matériel augmente ainsi de valeur au fur et à mesure qu'on s'en sert! Ce n'est pas à celui qui se sert de l'objet, à payer l'intérêt de l'argent employé à cet achat pendant les années où il s'en sert; c'est à celui qui le lui rachètera! Et même pas seulement l'intérêt, mais également, dit la convention, une part des frais généraux de la Compagnie correspondant à ce matériel. C'est à moi, acheteur de votre vieux matériel, de payer les frais généraux que vous avez eu sur ce matériel, pendant que vous vous en serviez! Quand la crapulerie atteint un tel niveau, on se demande si elle ne confine pas à la démence! Inutile de dire que la convention Daladier laisse intact cet ahurissant mode de calcul!

qu'elles ont servi à payer s'use, de façon à être complètement remboursées lorsque le matériel, totalement usé, ne vaut plus rien. En l'espèce, la convention décidait qu'elles devaient être remboursées en 50 ans en moyenne, ce qui signifiait que l'on estimait que le matériel correspondant devait durer en moyenne 50 ans, perdant chaque année un cinquantième de sa valeur.

Donc, lorsqu'au moment du rachat, l'Etat prenait à sa charge l'amortissement des obligations restantes, il prenait à sa charge toute la valeur du matériel, que celui-ci avait à ce moment-là: c'est-à-dire sa valeur à l'état neuf (égale au montant total des obligations émises) moins une somme correspondante à son usure (montant des obligations déjà remboursées). Mais en ajoutant à cela le paiement à la compagnie d'une somme égale à autant de cinquantièmes de la valeur du matériel à l'état neuf qu'il s'était écoulé de temps entre sa mise en service et le moment où il était racheté, c'est-à-dire exactement la somme que la compagnie avait payée pour son usure pendant qu'elle s'en était servie, on faisait payer ce matériel par l'Etat, exactement à son prix de neuf. Ce matériel usagé, vieux de 10 ans, de 20 ans, de 30 ans, l'Etat se trouvait obligé de le racheter au prix du neuf!

Eh bien! c'est cette clause monstrueuse: payer au prix du neuf du vieux matériel, que, grandes et magnanimes, les compagnies ont consenti, dans la nouvelle convention, à abandonner ! Tel est le second « sacrifice » des compagnies.

Mais pas d'erreur ! Les compagnies n'abandonnent cette chose monstrueuse que pour l'avenir. Tout ce qui a été construit ou acheté depuis 1921 devra continuer à être repris par l'Etat, en fin de concession, au prix du neuf! C'est seulement pour ce qui sera construit ou acheté d'ici la fin des concessions que les compagnies acceptent de ne plus toucher un cinquantième de sa valeur par année restant à courir avant la fin de la concession, et comme cette fin approche, les cinquantièmes à toucher pour le nouveau matériel auraient forcément été en petit nombre, si bien que le « sacrifice » des compagnies est un très faible « sacrifice » qui, d'ailleurs — les compagnies l'espèrent bien — peut n'être qu'un sacrifice purement théorique, car si les concessions sont renouvelées, le rachat du matériel ne sera évidemment pas effectué. Il s'agit donc d'un « sacrifice » dont il n'est pas sûr du tout qu'il doive être consommé! En échange d'une certitude immédiate — l'augmentation de leur prime — les compagnies se contentent d'abandonner un droit, non seulement monstrueux, mais hypothétique, sur un avenir incertain...

DEUX CONTRE QUINZE

Reste un autre sacrifice: un sacrifice d'ordre «moral». Celui-ci est de taille.

Jugez-en !

Les Compagnies sont dirigées, chacune, par un Conseil d'Administration dont le moindre comprend une quinzaine de membres, et certains une quarantaine, et il ne dépend que des Compagnies, en modifiant leurs statuts, d'accroître encore le nombre de leurs administrateurs. En outre, il existe, pour décider de certaines questions communes à tous les réseaux, un Comité de Direction général, qui, d'après la nouvelle convention, comprend 26 membres.

Eh bien! voici le grand « sacrifice » :

Désormais en plus des 15, 20, 30 administrateurs désignés comme auparavant par les actionnaires, le Conseil d'administration de chaque Compagnie comprendra ...*deux* administrateurs nommés par l'Etat. 2 contre 15 au minimum! 2 sans pouvoirs spéciaux, soumis entièrement à la loi de la majorité!

Quant au Comité de Direction, même en considérant comme représentants de l'Etat (ce qui n'est que partiellement exact) tous les représentants à ce Comité, des réseaux de l'Etat et de l'Alsace-Lorraine, il ne comprend que 11 représentants de l'Etat sur un total de 26 membres. 11 contre 15 ! Partout les représentants des compagnies sont en majorité, et, dans le pouvoir essentiel, dans les conseils d'administration, en immense majorité.

Que pourraient donc faire, même s'ils voulaient faire quelque chose — ce qui est tout à fait invraisemblable — ces représentants de l'Etat? Rien. Ils ne seront là qu'en assistants, en témoins... de ce qu'on voudra bien faire devant eux. Personnages purement représentatifs, pour lesquels cette représentation sera simplement l'occasion de toucher quelques nouvelles et fructueuses indemnités.

POUR REPONDRE AUX « INSINUATIONS MALVEILLANTES »

Mais n'oublions rien. Il y a une autre chose.

La nouvelle convention institue une « commission des marchés ». Tout marché conclu par une Compagnie supérieur à 50.000 francs, devra être soumis à l'avis de cette commission (1).

Comment sera constituée cette commission? je l'ignore, la loi stipulant que ceci serait décidé par décret, et, le décret, à ma connaissance, n'étant pas encore paru.

Admettons qu'elle soit composée exclusivement de fonctionnaires de l'Etat. Je dis que même dans ce cas elle sera complètement inopérante.

Le contrôle de l'Etat en matière technique ou administrative est déjà en effet quelque chose de suffisamment vieux et de suffisamment développé pour que nous sachions très bien de quoi il retourne : neuf fois sur dix, pour le moins, le fonctionnaire contrôleur est « contrôlé » par ceux qu'il est chargé de contrôler. Sa tâche se borne à donner un avis favorable à toutes les demandes de ceux qu'il est chargé de contrôler, à moins que, faisant encore davantage de zèle, il n'accorde aux compagnies plus encore que ce que celles-ci demandent. (2)

On sait en effet (et je ne parle pas des cas nombreux

---

(1) Et si la commission donne un avis défavorable, le réseau pourra-t-il néanmoins exécuter le marché? Il semble que c'est ce qu'on a voulu dire, ou, plutôt avoir l'air de vouloir dire, mais ce qu'on s'est bien gardé de dire expressément, car c'est encore une règle générale de toute convention: quand une clause risque d'être un embarras pour la compagnie, elle est rédigée de telle manière que celle-ci peut toujours prétendre qu'elle ne dit pas ce qu'on a voulu lui faire dire. Voici en effet ce que dit exactement le texte de la convention : « L'exécution de ces marchés sera subordonné à l'avis de la commission ». Ce qui, littéralement, signifie seulement qu'on ne peut exécuter le marché qu'après avoir demandé l'avis de la commission, mais cela n'oblige pas à le suivre.

(2) Nous ne parlons pas ici uniquement en vertu de considérations générales; nous sommes prêts à fournir de ceci des exemples aussi précis que récents.

de corruption directe et brutale), les étroites connexions qui existent entre les dirigeants des grandes compagnies et les ingénieurs de l'Etat chargés du contrôle. Les premiers sont, pour la plupart, d'anciens ingénieurs du contrôle de l'Etat; les seconds ne songent qu'à une chose: quitter, à la première occasion favorable, le service de l'Etat pour prendre une place de directeur, de sous-directeur ou d'ingénieur en chef dans une grande compagnie, — pour le moins, s'assurer un confortable supplément de retraite, en s'assurant l'entrée dans un ou plusieurs conseils d'administration au moment où ils prendront leur retraite. Le nombre d'ingénieurs de l'Etat qui se foutent assez de leur matérielle pour être réellement indépendants des compagnies qu'ils sont chargés de contrôler, est infime; et il ne peut en être autrement. Qui se contenterait d'un appointement de 100.000 francs quand il peut en gagner, sans plus de mal, trois ou quatre cent mille? Quiconque est tant soit peu au courant ne saurait nier ceci: le seul résultat jusqu'ici du développement de contrôle de l'Etat a été le développement de la corruption. Il n'y aura de contrôle réel que lorsqu'il sera assuré par les organisations ouvrières.

C'est pourquoi les Compagnies ne font plus jamais d'objection sérieuse à l'établissement sur elles du contrôle de l'Etat. Tout au contraire; elles s'en réjouissent ! car il est pour elles une garantie. Etant sûre d'avoir l'avis favorable du contrôle dès qu'elles veulent, celui-ci est un moyen pour elle de se mettre à couvert. Si elles prenaient seules une décision, elles pourraient un jour en être rendues responsables; l'ayant prise, après l'avis d'une commission de contrôle, elles se réfugient derrière celle-ci: « Si je suis coupable, l'Etat qui m'a approuvé l'est aussi ». C'est pourquoi, par exemple, le rapport aux actionnaires du Conseil du P.-L.-M. dit, en parlant de la commission des marchés: « *L'institution de cette Commission aura l'avantage de démontrer l'inanité des insinuations malveillantes dont les marchés des Compagnies ont parfois été l'objet* ». La Commission, naturellement, ne démontrera rien, mais elle sera une réponse toute trouvée aux « insinuations malveillantes ».

Et maintenant la liste des « sacrifices » des Compagnies de chemins de fer est entièrement close... Voilà toute la contre-partie, matérielle et morale, qu'elles ont donné en échange des millions supplémentaires que la modification du régime des primes va faire entrer dans leurs caisses.

La béate satisfaction des Compagnies

Aussi, vous ne vous étonnerez pas si, lors des Assemblées générales d'actionnaires qui ont eu à ratifier la nouvelle convention, les Conseils d'administration n'ont pu, malgré toute leur prudence, cacher leur satisfaction.

« *La formule de la prime de gestion instituée par la nouvelle convention tient mieux compte que la précédente des efforts des réseaux*(sic!),dit le rapport du P.L.M.; *son produit, tout en demeurant modéré, sera plus substantiel que celui de la prime antérieure...* » (1). « *Les dispositions de la nouvelle convention répondent à nos vues, et, sur bien des points, aux demandes que nous n'avons cessé de formuler depuis plusieurs années* ».

Mais le mot le plus juste est celui qu'on trouve dans l'allocution du Président de l'Orléans: « *Il faut savoir consentir dans l'intérêt général* (sic) *les sacrifices qui sont imposés, même en dernière heure, alors surtout que certains d'entre eux ne sont que d'*AMOUR-PROPRE *et présentent des compensations qui ne sont pas négligeables.*»

C'est exactement cela: la nouvelle convention donne à l'Etat des satisfactions d'« amour-propre », et aux compagnies: des sous.

En donnant aux compagnies de chemins de fer plus encore que ce que les conventions « scélérates » du Bloc National leur attribuaient, en « satisfaisant aux demandes que les Compagnies n'avaient cessé de formuler depuis plusieurs années » et que tous les ministères précédents, même les plus à droite, n'avaient point osé satisfaire, MM. Daladier et Moch (2) ont déshonoré encore un peu plus leur régime et leurs partis.

R. LOUZON.

(1) A l'assemblée générale des actionnaires, le Président a déclaré que pour 1932, la prime, calculée selon la nouvelle convention, aurait été presque *quintuplée* par rapport à ce qu'elle fut, avec la convention de 1921.

(2) M. Moch est le grand « spécialiste » en chemins de fer du groupe S.F.I.O.; il s'est rallié à la convention Daladier, et à sa suite, tout le groupe parlementaire socialiste l'a votée !

1 MILLIARD 198 MILLIONS

telle est la somme dont a été augmenté le déficit par les lois votées depuis la première diminution du salaire des fonctionnaires. (1er mars 1933)

NOUVELLES DÉPENSES :	
5 mars : **loi augmentant de .. les sommes à payer par l'Etat aux chemins de fer économiques pour travaux complémentaires.**	**1.600.000 fr.**
20 mars : **loi attribuant ..... comme indemnités spéciales aux alsaciens-lorrains.**	**3.500.000 fr.**
15 avril : **primes pour rendre du blé inutilisable pour l'alimentation humaine...**	**20.000.000 fr.**
11 juillet : **crédits divers pour assurer la vente du blé au prix minimum de 115 fr. .....**	**700.000.000 fr.**
20 juillet : **crédit pour la conférence de Londres .....**	**2.000.000 fr.**
1 août : **mission Herriot aux Etats-Unis .....**	**250.000 fr.**
conférence du désarmement	**1.150.000 fr.**
	728.150.000 fr.
ABANDON D'IMPOTS :	
23 juillet : **diminution de l'impôt sur le transport des voyageurs par voie ferrée**	**470.000.000 fr.**
ACCROISSEMENT du DÉFICIT	**1.198.150.000 fr.**

APRÈS LES CONGRÈS

La C. G. T. U. court à sa perte

L'impression que donne le dernier Congrès (le 7e) de la C.G.T.U., est que celle-ci court à sa perte. Et ses dirigeants n'ont même pas l'air de s'en apercevoir. Ils continuent à crier comme des forcenés qu'ils sont toujours dans la bonne voie, sans vouloir regarder derrière eux les échecs subis, les reculs enregistrés et sans cesse aggravés. Au lieu de considérer l'affaiblissement général et continu de l'organisation, ils se grisent de petits succès locaux et momentanés. Au lieu de chercher à savoir pourquoi, depuis six ans, la C.G.T.U. perd en moyenne 50.000 syndiqués par an, ses dirigeants se persuadent et persuadent ceux qui les suivent, qu'ils sont en train de conquérir toute la classe ouvrière, en brandissant quelques centaines d'adhérents nouveaux par ci, quelques dizaines par là.

Et, du moment qu'ils sont dans la bonne voie, leurs contradicteurs, qu'ils soient réformistes, syndicalistes ou communistes non staliniens, ne peuvent être que des contre-révolutionnaires et des agents de la bourgeoisie, qu'il faut combattre sans merci, de toutes ses forces et par tous les moyens.

Les confédérés et les minoritaires sont tous des traîtres; c'est eux qui sabotent partout les intérêts ouvriers. Mais on ne nous dit pas, par exemple, pourquoi la grève de Vienne au printemps 1932, dirigée exclusivement par des communistes, s'est terminée par un échec plus cuisant que celle de Fougères, dirigée par des chefs confédérés.

Les confédérés et les minoritaires trahissent les grèves quand ils sollicitent l'intervention d'un ministre ou font quelques concessions au cours de la lutte. Mais les unitaires agissent toujours révolutionnairement, même quand ils font les mêmes démarches et consentent, comme dans la grève Citroën, des diminutions qui se chiffrent, de leur propre aveu, par 400.000 francs d'abord, puis par un million par mois.

Dans la grève des bateliers, nos camarades Bour, Engler et Blankaert arrachent au ministre plusieurs revendications, ainsi que la libération de tous les emprisonnés ; c'est encore eux les pires traîtres, qu'il faut dénoncer et chasser des organisations.

Le 7e Congrès de la C.G.T.U. nous a donné le spectacle d'une haine qui atteint au paroxysme à l'égard des minoritaires. Jamais à aucun congrès, une minorité ne fut brimée comme à celui-ci. En 1927, au Congrès de Bordeaux, les minoritaires n'étaient pas beaucoup plus nombreux qu'en 1933 ; ils furent infiniment mieux respectés. Au Congrès de 1929, à celui de 1931, nous avons été combattus avec acharnement, avec mauvaise foi aussi, mais au moins on nous laissait parler, on nous écoutait. Cette fois, nous avions tout juste le droit d'être bafoués, injuriés, menacés et violentés. On a tenu à nous donner vraiment l'impression que nous ne sommes plus qu'un « corps étranger » dans la C.G.T.U. et que quiconque n'est pas membre du Parti communiste ou ne sympathise pas avec sa politique n'a plus sa place dans les syndicats unitaires.

Il est à remarquer que ce redoublement de haines et de violences se produit à la suite d'une longue période d'accalmie des luttes de tendances. Les minoritaires demeurés à la C.G.T.U. après le Congrès de Magic-City n'ont, pratiquement, mené aucune opposition à la direction confédérale et l'ont par conséquent laissée se livrer tout à son aise à la réalisation des tâches qu'elle s'était fixées et à l'application de sa politique. Il ne lui est donc pas possible d'accuser les minoritaires d'avoir saboté son travail et entravé ses efforts.

La seule explication plausible est que l'on a peur de la minorité, peur de ce qu'elle peut dire, peur que malgré tout, c'est elle qui ait raison et que les syndiqués finissent par le reconnaître. Aussi, pour éloigner ce calice, il faut chasser les minoritaires, tous les minoritaires de la C.G.T.U. Et pour éviter de les exclure, il faut leur rendre la vie impossible afin qu'ils s'en aillent d'eux-mêmes. Si d'ailleurs ils ne partent pas, la commission des conflits, grâce aux pouvoirs exorbitants qui viennent de lui être conférés, pourra opérer le « nettoyage » désiré.

Place aux jaunes !

La première marque de sollicitude de la majorité à l'égard de la minorité fut apportée par le refus d'autoriser la Librairie du Travail à disposer d'un coin de la salle pour exposer ses bouquins.

Ce privilège a été réservé à un nouvel organisme du Parti communiste, qui ne se croit même pas obligé, pour ses imprimés, de respecter les conditions syndicales et qui a eu le front de remettre aux délégués un catalogue sans nom d'imprimeur et sans « label », par conséquent confectionné par des jaunes ! La Librairie du Travail, qui fut la première à publier les éditions de l'I.S.R. et qui a édité maints ouvrages communistes, est mise à l'index parce qu'elle n'est pas au service exclusif d'une tendance et qu'elle publie tout ce qui peut intéresser le mouvement ouvrier.

Dans le court débat sur cette question, le citoyen Gourdeaux a d'ailleurs pris soin de nous prévenir que la majorité confédérale était bien décidée à ne plus avoir avec nous les « faiblesses » qu'elle avait eues dans le passé. Et elle nous l'a amplement démontré ; aussi bien dans le Congrès même qu'à la Conférence « d'unité » convoquée après le Congrès.

Taisez-vous !

Au cours du Congrès, qui dura sept jours et seize séance, les cinq secrétaires confédéraux tinrent la tribune chacun trois heures en moyenne rien que pour développer leurs rapports. Le camarade Serret, lui, ne put obtenir le temps nécessaire pour défendre la Fédération de l'Enseignement, mise longuement sur la sellette par les bonzes confédéraux et par maints orateurs de la majorité. Et la défense de la Fédération de l'Enseignement dut être répartie entre trois camarades. Sans doute pour pouvoir affirmer ensuite que plusieurs opposants ont pu prendre la parole ! Le camarade Engler, des Ports

et Docks, n'a pu, lui non plus, disposer du temps nécessaire pour répondre à toutes les attaques dont il fut l'objet.

En tout et pour tout, deux heures furent accordées aux minoritaires de toutes tendances ; deux heures en sept jours.

La camarade Simone Weil, qui devait intervenir sur les événements d'Allemagne, n'a pu obtenir la parole ; pas plus que moi d'ailleurs, bien que nous nous soyons fait inscrire l'un et l'autre dès le deuxième jour du Congrès.

Défense de collecter pour les victimes d'Hitler

Mais l'hostilité de la majorité à notre égard et son intolérance fanatique se sont manifestées de façon beaucoup plus grave. Nos lecteurs savent qu'à l'appel du Parti Socialiste Ouvrier d'Allemagne (et aujourd'hui de l'ensemble des groupements révolutionnaires allemands en dehors des 2e et 3e Internationale), un Comité de Secours a été constitué à Paris. Nous avons voulu faire connaître aux Congressistes l'appel de ce Comité, qui vient effectivement en aide à des centaines d'ouvriers emprisonnés et à leurs familles. La distribution de cet appel nous fut d'abord interdite au sein du Congrès par les hommes du service d'ordre. « Vous n'avez qu'à les distribuer à la sortie », nous déclara en fin de compte Racamond après nous avoir permis de le faire dans la salle. Mais à la sortie, nous fûmes l'objet d'agressions concertées de la part de bureaucrates syndicaux, qui se jetèrent sur nous pour nous arracher nos tracts et empêcher leur distribution.

Ainsi de prétendus révolutionnaires se sont opposés par la force à la propagande d'une œuvre de solidarité internationale à l'égard des victimes du fascisme. Il est vrai que les victimes du fascisme ne les intéressent que dans la mesure où ils peuvent les utiliser au profit de leur parti. Les autres peuvent crever !

Les bolcheviks se sont habitués ces derniers temps à user de violence dans les meetings à l'égard des trotzkistes. Mais ces mœurs, déjà condamnables dans les réunions publiques, sont absolument inadmissibles dans un Congrès syndical, où chaque délégué représente (ou devrait représenter) des organisations régulièrement affiliées.

Ainsi dans un Congrès de la C.G.T.U. nous n'avons plus le droit de parler, ni celui de répandre notre littérature, même lorsqu'il s'agit d'un appel à la solidarité internationale ! Au Parlement bourgeois les députés communistes ont infiniment plus de droits que nous n'en avons eu, nous représentants de syndicats, dans un Congrès syndical.

Défense d'enfreindre la liturgie de l'Eglise

Mais nous conservons par contre le droit d'être injuriés et menacés. Je vais relater un petit incident qui en dit long sur l'état d'esprit des dirigeants de la C.G.T.U. et sur les possibilités de travail avec eux.

Nous étions au cinquième jour du Congrès, et déjà on s'était levé 15 à 20 fois pour chanter le refrain de l'Internationale. D'aucuns penseront que c'est un abus. Nous n'avons pas voulu, nous, gâter le plaisir des congressistes et les avons accompagnés chaque fois qu'ils ont « poussé » le chant de Pottier. Mais voilà, nous ne sommes plus tout à fait à la page, et nous n'avons pas la manière. Maintenant, pour chanter, héroïquement, l'Internationale, il faut maintenir le poing levé et bien fermé pour pouvoir lancer ensuite un formidable : « Rot Front ! ». Nous, nous sommes restés, lâchement, les mains dans les poches. Cela suffit à mettre en fureur un des plus brillants chefs de la jeune génération bolchevique, le camarade Arrachard, qui se mit à nous traiter de « salauds » en ajoutant, prometteur : « C'est une balle dans la peau qu'il vous faudrait à vous ! ». J'ai tenu cependant à signaler à notre terrible justicier que le secrétaire confédéral Racamond avait observé la même attitude que nous : pour qu'il ne l'oublie pas le jour de la distribution !

Conférence d'« unité » !

Mais que pense la direction confédérale de tels propos et de pareil état d'esprit ? J'ai cru à la « Conférence d'unité » qui s'est tenue au lendemain du Congrès, qu'il me suffirait de signaler ces incidents et ceux relatés plus haut pour ramener les dirigeants de la C.G.T.U. à une conception plus en rapport avec leurs affirmations unitaires.

Hélas ! J'avais à peine commencé que de toutes parts, des cris couvraient ma voix. On peut et on doit ! — dans une « Conférence d'unité » — vilipender les hommes de la C.G.T. et dénoncer leur mauvaise politique. Mais on n'a le droit ni de critiquer la C.G.T.U., ni de douter de son désir d'unité. On n'a pas non plus le droit de rappeler — ce que la vaillante Martha Desrumeaux, au milieu de vociférations et d'injures, dut cependant reconnaître — qu'un front unique entre organisations avait été réalisé dans la grève du textile d'Armentières et que ce front unique fut brisé sur l'intervention de la Fédération du Textile et de la C.G.T.U.

C'était plus que ne pouvait entendre une « Conférence d'unité ». On me retira aussitôt la parole. Et, en descendant de tribune, je fus couvert d'un tas d'immondices dont la moindre était que je devais gagner beaucoup d'argent à cette « besogne »-là.

Pour couronner le tout, dans l'Huma du lendemain, le citoyen Raveau au passé limpide et à la probité scrupuleuse, me gratifia du terme de « provocateur ». Terme empoisonné, qui peut être interprété de la façon la plus ignominieuse, et l'honnête Raveau d'ajouter que j'ai répété à plusieurs reprises que « c'est la C.G.T.U. qui a trahi », alors que je n'ai à aucun moment parlé de trahison. J'ai accusé la C.G.T.U. d'être contre l'unité et contre le front unique. Je l'ai accusée aussi d'être plus acharnée à combattre les militants qui ne pensent pas comme elle qu'à combattre la bourgeoisie. C'est tout. Et c'est suffisant. Mais Raveau ou ceux qui le commandent ont besoin de corser l'affaire. Dans un but qui n'échappera pas à tout le monde.

Cet incident marque aussi le degré de dégénérescence de l'appareil de la C.G.T.U. Alors qu'au Congrès de Magic-City pas un minoritaire n'a manqué d'affirmer à la face des dirigeants qu'ils étaient des antiunitaires sans provoquer de scandale, on n'a plus le droit aujourd'hui de produire la même affirmation sans être traité de provocateur. On a cependant plus de raisons d'accuser les chefs de la

C.G.T.U. d'être contre l'unité aujourd'hui qu'il y a deux ans. Parce que maintenant l'expérience est faite que la résolution de Magic-City ne pouvait servir l'unité et que personne ne peut plus se faire d'illusion à ce sujet.

Vers de nouvelles scissions

Mais il n'y a pas que des injures et des violences contre les minoritaires. Déjà des dispositions semblent prises qui aboutiront infailliblement à de nouveaux départs, à de nouvelles scissions.

Au cours du Congrès, des menaces précises ont été formulées contre la Fédération des Ports et Docks et contre la Fédération de l'Enseignement.

Contre la Fédération des Ports et Docks on déclare ne pas tenir pour valable le résultat du dernier Congrès fédéral, qui a donné aux secrétaires minoritaires Bour et Engler une majorité de 26 voix contre 10. C'est la menace à peine voilée de convocation d'un congrès antistatutaire qui créera une dualité d'organisations au sein de la C.G.T.U.

En ce qui concerne la Fédération de l'Enseignement, le Bureau confédéral, par la voix de Frachon, lui annonce qu'il va s'adresser directement au corps enseignant pour l'organiser et défendre ses revendications. Dans son acharnement à déconsidérer la direction fédérale unitaire, Frachon va jusqu'à faire l'éloge du Syndicat National confédéré, donnant ainsi un appui inattendu à ceux qui sont passés ou veulent passer à la C.G.T.!

Et après ?

Les hommes qui dirigent la C.G.T.U. sont donc décidés à éliminer tout ce qui n'est pas dans la ligne du Parti communiste, et ils sont pleinement capables de réaliser ce dessein.

Et puis après ?

Après ? Eh bien, on continuera à suivre la pente. Et les effectifs continueront à baisser. La C.G.T.U. n'a « placé » auprès des fédérations, au cours des sept premiers mois de l'année 1933, qu'une moyenne de 200.000 timbres par mois, 200.000 timbres qui ne sont pas tous payés. Au cours du premier semestre 1933, les recettes confédérales en cartes et timbres étaient inférieures de 142.000 francs à celles du premier semestre 1932, qui étaient elles-mêmes inférieures de 55.000 francs à celles du semestre correspondant de 1931.

La représentation des syndicats au Congrès subit aussi le même fléchissement. 11.000 syndicats disposant de 1550 voix étaient représentés à Magic-City. Il n'y a plus à Huyghens que 894 syndicats ayant droit à 1168 suffrages, soit une diminution de 20 à 25 % d'un congrès à l'autre.

Combien seront-ils au prochain Congrès ? Et croient-ils qu'il suffira de multiplier le nombre des délégués pour masquer la diminution des effectifs, donner l'illusion de la force ?

Et même s'ils arrivent à illusionner ainsi des ouvriers, ils ne parviendront pas à illusionner la bourgeoisie, qui sait qu'elle n'a en face d'elle, à côté d'une organisation puissante, mais enlisée dans le marécage de la collaboration des classes qu'une organisation qui fut pour elle une menace, mais qui n'est plus assez forte que pour entretenir la division dans les rangs ouvriers.

F. CHARBIT.

La Renaissance du Syndicalisme

Au Congrès de la C.G.T.

Voici le texte de la résolution qui fut présentée au Congrès de la C.G.T. par le camarade Delsol, au nom du Syndicat du Gaz de Banlieue :

Pour donner au syndicalisme ouvrier une vigueur nouvelle et en l'absence de résultats positifs, le Congrès confédéral décide d'imprimer désormais à l'action de la C.G.T. une orientation différente de celle dont le rapport moral est l'expression.

Repoussant ledit rapport, le Congrès déclare que son vote signifie que le syndicalisme reprend son indépendance vis-à-vis de toutes les formations gouvernementales et notamment que la C.G.T. ne saurait être associée plus longtemps à l'impuissance de la Société des Nations.

Le Congrès affirme que la semaine de 40 heures sans réduction du salaire est une revendication essentielle et urgente du prolétariat et, en présence de l'incapacité du Bureau International du Travail à lui faire droit, décide qu'en réponse à l'ajournement du projet de convention, la C.G.T. quitte ledit bureau et consacrera tous ses efforts à l'action ouvrière seule efficace.

Il importe que la C.G.T. redevienne une centrale d'énergie et qu'en tous les domaines, indépendante de tous les partis, elle se trouve à la pointe du combat du monde du travail. A cette condition, la reconstitution de l'unité syndicale fera un nouveau pas en avant.

Dans ce but et préoccupé des dangers les plus immédiats, le Congrès décide d'instituer auprès de la Commission Administrative et sous sa responsabilité, trois commissions permanentes d'étude et d'action avec les objectifs ci-après :

1° Défense du prolétariat dans la crise : propagande et action pour la semaine de 40 heures, pour la défense des salaires et contre le chômage; grèves et grandes revendications;

2° Lutte contre la guerre et contre le militarisme: campagne pour la réduction des budgets militaires, affirmation de l'opinion ouvrière sur les problèmes internationaux, organisation de la riposte du prolétariat à toute guerre;

3° Lutte préventive contre le danger fasciste en France : action vigoureuse contre les tentatives des associations profascistes de contribuables et de commerçants, défense de la liberté d'opinion et d'organisation.

Il appartiendra à ces commissions de faire, avec l'aide du quotidien confédéral et sous la direction du bureau et de la C.A. les efforts nécessaires pour que les ouvriers de ce pays reprennent confiance en leurs propres forces.

En liaison avec la défense des traitements des fonctionnaires et travailleurs des services publics, le Congrès décide à titre de première mesure une vaste campagne confédérale contre la réduction des salaires, pour la semaine de 40 heures et contre le chômage : du 15 au 31 octobre prochain, un meeting sera organisé par la C.G.T. dans chaque centre ouvrier du pays. Un appel

sera adressé à tous les travailleurs et travailleuses pour qu'ils rejoignent la C.G.T. seul organe de leur défense et de leur émancipation.

Le même texte avait été adopté par le Syndicat des communaux de la Seine, et, en assemblée générale, par le Syndicat des cheminots de Paris P.O.

Sans prétendre qu'il traduit la pensée des 122 syndicats disposant de 348 voix qui ont voté contre le rapport moral (alors qu'en 1931, 42 syndicats seulement avaient pris cette position) nous dirons que ce texte constitue la seule affirmation nette quant à l'orientation et à l'action de la C.G.T.

D'ailleurs, nous publierons dans notre prochain numéro (celui du 25 octobre) un compte rendu complet du Congrès ; nous nous excusons de ne pouvoir donner ce compte rendu dans ce numéro-ci. — M. Ch.

A propos des exclusions chez les instituteurs de la Haute-Garonne

J'ai reçu la lettre suivante datée du 11 Septembre et signée de notre camarade René Caminade, instituteur de la Haute-Garonne. Le mieux que je puisse faire, c'est de la verser aux débats en la publiant. D'abord parce que la question proprement dite de la Haute-Garonne n'est pas close. Et aussi parce que l'organisation des tendances à l'intérieur des syndicats est un problème qui, après dix années, se repose devant nous. J'aurai certainement l'occasion d'y revenir.

M. Ch.

Je lis, dans le numéro du 25 août de la *R. P.* la lettre de Giauffret sur les exclusions de la section du S.N. des Instituteurs de la Haute-Garonne.

Certes j'ai, moi aussi, tout d'abord pensé qu'il fallait conserver à cette affaire son « caractère local ». Le bureau de la section, en dépit de son « gauchisme » politique (ses principaux dirigeants sont des militants S.F.I.O. « durs » entre les « durs ») était à tel point compromis dans la collaboration avec l'Administration (1) que son attaque brusquée en assemblée générale pouvait apparaître comme une diversion.

Mais d'autres faits assez « troublants » m'ont fait réfléchir et auraient dû inciter Giauffret — s'il les a connus — à plus de prudence lorsqu'il a affirmé qu'il n'y a pas au S.N. de « volonté agissante et arrêtée de museler une minorité ».

C'est d'abord la présence et les interventions à l'assemblée générale du 2 juin où furent prononcées les exclusions, de responsables du S.N. et de la C.G.T.

Delmas, secrétaire général du S.N., a suivi de bout et bout les débats. Or, après avoir accepté de ne parler qu'après le vote du rapport moral, il a par la suite changé d'avis et est intervenu avant le vote, apportant par là un appui sérieux au bureau, puisque le vote du rapport moral entraînait les exclusions.

Forgues, secrétaires de l'U.D. de la Haute-Garonne, présidait les deux séances de l'assemblée générale. Sa partialité a été évidente. Non content de sortir de son rôle de président en intervenant au cours des débats par des attaques tout à fait hors de propos contre les communistes, il a refusé la parole aux camarades menacés d'exclusion ainsi qu'à leurs défenseurs éventuels.

C'est ensuite le fait que parmi les exclus se trouve Fournial, secrétaire général du Comité central des groupes de jeunes. Si les dirigeants nationaux du S.N. n'ont pas formellement conseillé son exclusion, sans doute n'ont-ils rien fait pour empêcher une mesure qui, dans leur esprit devait atteindre derrière Fournial l'influence — si minime soit-elle — des groupes de jeunes dans le Syndicat National.

Les exclusions du 2 juin et celles dont d'autres camarades sont menacés pour la rentrée (2) sont motivées par des raisons de tendance et par ces raisons seules. Aucun motif d'indiscipline n'a pu — et pour cause — être invoqué contre les camarades exclus. Le bureau ne s'en cache d'ailleurs pas et il prétend interdire à l'avenir les groupements de tendance à l'intérieur du Syndicat. C'est donc toute la question de la liberté d'opinion qui se trouve posée. Et si l'on admet — ce qui est mon avis et certainement le tien et celui de Giauffret — que le respect de cette liberté d'opinion est une des conditions de la réalisation de l'Unité Syndicale — ou de son maintien là où elle est déjà réalisée, comme dans la Haute-Garonne — on doit, contrairement à ce qu'a fait Giauffret, ne pas hésiter à « trancher la question » et élever sa protestation indignée contre une mesure qui ne peut être qu'un acte de scission.

Enfin une autre raison pour laquelle les exclusions de la Haute-Garonne ne doivent pas être seulement envisagées sous un aspect purement local — et cela a été dit, je crois, au Congrès du S.N. — c'est qu'elles ne manqueront pas d'être exploitées — avec quelque apparence de raison, il faut en convenir — par les adversaires de la fusion (proposée par Rollo) de la Fédération et du S.N. Répondre à ces adversaires qu'il ne s'agit en l'espèce que d'un fait isolé ne suffit pas. Car demain, encouragés par l'exemple, d'autres « collaborateurs » impénitents useront du procédé des dirigeants de la Haute-Garonne pour se débarrasser à leur tour des « empêcheurs de collaborer en rond ».

Aussi, à mon sens, appartenait-il au Congrès — sans s'immiscer dans les affaires de la section — d'indiquer par un vote précis sa position sur l'Unité.

Permets-moi encore un mot à propos de ton compte-rendu du Congrès paru dans la *R. P.* du 10 août.

Tu mets en doute l'affirmation de Valax suivant laquelle on ne doit pas identifier l'O.S.R. et les communistes. Or Valax a raison, tout au moins en ce qui concerne l'opposition de la Haute-Garonne. J'y milite depuis 1931 et je puis en parler en connaissance de cause. Toutes les tendances se réclamant d'un syndicalisme « lutte de classes » y sont représentées. J'y ai défendu en son temps contre les communistes le mouvement des « 22 ». Aujourd'hui encore il nous arrive de nous heurter, parfois avec passion, tant sur des questions de doctrine qu'à propos de tactique syndicale ; et la thèse communiste n'est pas nécessairement — tant s'en faut — celle qui l'emporte.

R. Caminade.

AUX MEMBRES DE L'ENSEIGNEMENT

"L'action syndicaliste"

Je voudrais signaler à nos camarades de l'Enseignement l'existence de l'« Action Syndicaliste », bulletin des syndicalistes révolutionnaires de l'Enseignement, qui entre dans sa douzième année. Fondée jadis par la vieille minorité de la Fédération de l'Enseignement pour défendre l'indépendance du syndicalisme et combattre les fractions politiques et la

(1) N'était-il pas allé jusqu'à désavouer devant l'Inspecteur d'Académie le secrétaire général pour sa hâte à saisir le S.N. d'une affaire de mutation irrégulière ?

(2) Tous les signataires de la pétition réclamant une assemblée générale extraordinaire pour discuter de la réintégration des exclus ont été mis en demeure de déclarer sur l'honneur qu'ils n'appartiennent pas ou qu'ils n'appartiennent plus au groupe des jeunes ou à l'O.S.R., cela sous peine d'être déclarés démissionnaires !

subordination progressive de la C.G.T.U. au parti communiste, elle a tenu le coup vaillamment et n'a pas failli à ses engagements. La vieille minorité s'est effritée ; nombreux sont ceux qui sont partis lutter à la C.G.T. pour les mêmes principes. Au sein de la Fédération unitaire de l'Enseignement, notre minorité peut paraître squelettique, mais il n'en reste pas moins que l'essentiel de son programme syndicaliste a été repris par l'actuelle majorité fédérale.

Malgré toutes ces difficultés, tous ces incidents, l'« Action Syndicaliste » n'a pas cessé de paraître. Dans ses colonnes, largement ouvertes à ses lecteurs, écrivent les militants syndicalistes de l'Enseignement confédérés et unitaires. Elle est soutenue par des camarades des deux centrales. Comme la *R. P.* pour le mouvement ouvrier, elle est dans notre corporation un morceau d'unité, la preuve vivante que l'unité est possible, donc réalisable.

Que ceux de nos camarades qu'elle ne touche point encore se hâtent de s'y abonner et de la soutenir financièrement. Qu'ils commandent régulièrement plusieurs numéros pour la diffuser dans leurs syndicats. Que ceux qui, depuis longtemps la reçoivent... et ont déjà oublié de verser un abonnement, réparent au plus vite cet oubli.

Au dessus des divisions présentes faisons vivre l'« Action Syndicaliste » !

J. BARRUÉ.

Quelques renseignements techniques. — L'*A.S.* paraît deux fois par trimestre durant l'année scolaire sur 8 ou 12 pages (format 16 × 25). L'abonnement est de cinq francs par an à verser à J. Barrué, 39, rue Auguste Comte, Talence (Gironde), C/c 43.746 Bordeaux. Pour la diffusion, les numéros sont comptés sur le tarif de trente francs le cent. Le camarade chargé de la rédaction est Gorce, instituteur à Margaux (Gironde).

Signalons enfin que le numéro d'octobre contiendra des articles et compte rendus relatifs aux deux congrès de l'Enseignement et aux deux congrès confédéraux.

J. B.

La réaction ouvrière contre la démagogie des partis

« Ou les « classes moyennes » dont on parle tant — sans jamais définir d'ailleurs ce qu'exactement elles peuvent être — s'intègreront dans le mouvement ouvrier et accepteront sa doctrine ; ou, repoussant celles-ci, elles se rejetteront d'elles-mêmes, dans le grand combat social, à l'opposé du prolétariat en lutte pour son affranchissement ».

(Le Ralliement des P.T.T.). SAINT-CHARLES.

« La bonne politique, traduisons : la bonne démagogie pour rassembler les locataires et les petits propriétaires, les paysans au pain cher et les ouvriers qui veulent le pain à bon marché, le vigneron et le consommateur, le petit batelier et le hâleur de péniche, etc., etc..., — la masse des exploités à certaines catégories d'exploiteurs, en un amas hétéroclite de gens spécifiquement hostiles les uns aux autres.

« C'est sur ce confusionnisme fasciste que se fera la marche au pouvoir : terre promise des politiciens ».

Jean DUPERRAY.

(L'Effort).

Les classes moyennes, placées entre les ouvriers et les capitalistes, vivent presque toutes directement du revenu, pèsent sur la classe ouvrière et accroissent la puissance et la sécurité des classes supérieures.

KARL MARX.

FAITS & DOCUMENTS

Gâtisme. Nous avons signalé il y a quelque temps, en les commentant, les invraisemblables articles impérialistes de M. Vandervelde sur le Maroc, parus dans la « Dépêche de Toulouse ». La revue jeune-marocaine **Maghreb**, mise en cause par ce Monsieur, lui a demandé des explications, et les publie dans son numéro de septembre. Les voici :

Nous avons eu l'occasion de rencontrer le citoyen Vandervelde au Congrès de la IIe internationale qui se tenait le mois dernier au Palais de la Mutualité.

Il a eu l'air un peu gêné en entendant le nom de *Maghreb*. Une vive discussion s'est engagée entre lui et mon ami Robert-Jean Longuet. J'aurai voulu que Monsieur Guernut fût présent, il aurait traité Longuet une seconde fois de supernationaliste marocain.

Vandervelde nous dit que malade il était allé passer trois semaines au Maroc pour se reposer, qu'il n'a pas eu le temps de voir, par lui-même, quoi que ce soit, qu'il ne partage aucune des opinions qu'il a rapportées dans ses articles sur le mouvement marocain, que ce ne sont que des opinions de français habitant le Maroc qui se sont présentés à lui comme de véritables marxistes.

Je suis incapable, nous dit-il, de porter un jugement de moi-même sur des choses que je n'ai pas eu le temps d'étudier. Etant collaborateur régulier de la *Dépêche* de Toulouse et du journal *Le Peuple* de Bruxelles, j'ai essayé de recueillir quelques renseignements hâtifs que j'ai adressés à ces deux journaux. Mais je vous le répète, je n'ai fait que rapporter l'opinion de quelques français du Maroc. J'ignore d'ailleurs quelles sont les relations de ces français avec les marocains et s'ils connaissent parfaitement le mouvement qu'ils jugent.

Vandervelde nous dit ensuite qu'en restant dans la tradition de l'Internationale, il ne peut pas ne pas approuver une action qui a pour but la défense des opprimés, et qu'il souhaite sincèrement la libération de tous les peuples dans un cadre humain de fraternité et de paix.

Nous lui avons répondu que c'est là le but que poursuit *Maghreb*.

Nous avons demandé au président de l'Internationale de nous faire une mise au point par écrit ; débordé par les travaux du Congrès, il s'est excusé mais nous a autorisé à reproduire dans *Maghreb* cette conversation qui s'est déroulée devant plusieurs de nos amis, notamment Jean Longuet et Georges Monnet.

Ainsi M. Vandervelde entend exprimer sur le Maroc les opinions les plus brutalement et les plus banalement impérialistes, et il croit que ce sont de « véritables marxistes » qui parlent...

S'il est permis à M. Vandervelde d'être gâteux, il ne l'est peut-être pas autant à l'Internationale Socialiste d'avoir un président gâteux.

Autre gâtisme De la **Tribune de Genève** sous le titre : « M. Edouard Herriot et les seaux de blé » :

Le journal soviétique les « Izvestia » avait fait accompagner M. Herriot, dans ses déplacements en Russie, d'un envoyé spécial qui narre avec enthousiasme les faits et gestes du voyageur.

« Pendant toute la randonnée, raconte-t-il entre autres, M. Herriot n'a pas lâché son carnet de notes, pas plus d'ailleurs que le guide de voyage édité par l'Intourist ».

Dans le numéro du 4 septembre, le chroniqueur raconte une scène particulièrement pittoresque.

M. Herriot visitait le kolkhoze de l'Internationale. Il était en train d'examiner le travail d'une batteuse. Soudain, il fronça les sourcils. Pourquoi ? Le blé coulait de l'embouchure de la batteuse. Une « baba » le ramassait dans un

seau et quand le seau était plein elle courait le porter vers la machine à ventilation. Hélas ! pendant ce temps le blé tombait sur le sol.

M. Herriot, du coup, fut pris d'une émotion intense (!). Il fit venir le président de la commune et ordonna qu'on lui apportât un autre seau. Alors, devant les paysans confus, le maire de Lyon, ayant retroussé les manches de sa chemise, démontra cinq minutes durant les avantages de la suggestion rationalisatrice. Celle-ci consistait, on l'a compris, à se servir non pas d'un seul seau, mais de deux. Ainsi aucun grain ne se perdait plus.

« Edouard Herriot est un bon économiste, continue le correspondant soviétique; il a remarqué du premier coup ce que n'avaient pas remarqué les kolkhoziens qui piétinaient quotidiennement le blé répandu par terre ».

Ces kolkhoziens et leur machine à battre m'ont tout l'air d'avoir été des figurants, nous écrit le camarade John Achard, en nous transmettant ce document, car j'ai vu les machines à battre et les paysans les plus primitifs qui soient, or je n'ai jamais vu de machine à battre dont les conduits ne s'obturaient point lors du changement de sac (ou de seau), et je n'ai jamais vu de paysans, si primitifs soient-ils, ne prenant pas les soins les plus extrêmes pour ne rien perdre des grains récoltés. — Mais ne trouvez-vous pas que les journalistes soviétiques savent encore mieux manier la brosse à reluire que les plus bourgeois de leurs confrères ?

Vive la Reichswehr ! De la **Tribune de l'Oise,** journal réactionnaire, sous le titre : « On demande un Scharnhorst français », cette apologie de l'armée de métier qui confirme un danger que nous n'avons cessé de dénoncer :

En imposant, en 1919, à l'Allemagne vaincue, l'obligation de ne conserver qu'une armée professionnelle de 100.000 hommes, strictement destinée, au moins en théorie, au maintien de l'ordre intérieur, les Alliés, sans le vouloir, ont rendu à leur ennemi le plus grand service et ont été les mauvais marchands de l'opération. Car jamais, avec le maintien du service militaire obligatoire, le Reich n'aurait pu réaliser le redressement politique (1) dont nous sommes aujourd'hui les témoins désenchantés. Triée sur le volet, soumise à un entraînement matériel et moral qu'il est impossible d'imposer aux contingents si mélangés que donne, chaque année, le service militaire obligatoire, la Reichswehr a été la sauvegarde suprême de l'Empire, le roc inébranlable auquel est accroché l'Etat battu en brèche depuis quatorze ans, par tant de tempêtes successives ! C'est l'armée de métier qui, véritablement, a sauvé l'Allemagne, du naufrage, c'est elle qui lui a permis de maintenir son unité nationale...

Ce qu'il nous faudra donc trouver dans les mois qui vont suivre, c'est une formule nouvelle de notre organisation militaire... En somme, c'est un aménagement particulier de la défense nationale, qu'il faut rechercher et mettre au point, grâce auquel notre potentiel militaire se trouvera porté au maximum *avec le minimum d'hommes sous les drapeaux* (2). Car, de plus en plus, toute conception militaire uniquement fondée sur la valeur du nombre ne peut aboutir qu'à une façade.

D'autant plus que nous ne voyons pas très bien l'avantage qu'il y a, en présence des difficultés politiques auxquelles les Etats modernes peuvent avoir à faire face d'un moment à l'autre, à remettre chaque année à des milliers de jeunes recrues, communistes ou socialistes, travaillées par la propagande que l'on sait, fusils, armes, mitrailleuses... N'est-ce pas se préparer tôt ou tard un réveil cruel que de faire trop de fond sur la vertu de la discipline ?

(1) *sic* !
(2) C'est nous qui soulignons (N.D.L.R.).

ENTRE NOUS

Voilà deux mois que nous laissons chômer cette rubrique. Oh ! ce n'est pas que nous n'ayons pas eu quelque chose à dire, mais la période des vacances n'étant pas favorable au recrutement de nouveaux abonnés, ni à la propagande en général, nous en avons profité pour souffler un peu... et pour vous laisser souffler.

Aujourd'hui que les vacances sont finies, il faut reprendre l'effort.

Dès le numéro prochain, nous donnerons notre recensement d'abonnés à fin septembre. D'ici là, que nos amis veuillent bien penser à nous adresser leur liste de « possibles » pour octobre. Et aussi, et surtout, que ceux d'entre eux qui se sont laissé mettre en retard pour leur abonnement se dépêchent d'expédier leur renouvellement à notre compte de Chèques Postaux. Pendant les vacances, nous avons plus dépensé que reçu, et il nous faut rattraper ça.

NOUVEAUX ABONNEMENTS

Juillet: Paris, 2; Seine, 2; Aisne, 1; Alpes-Maritimes, 1; Isère, 1; Loire, 3; Loire-Inférieure, 1; Loiret, 1; Maine-et-Loire, 1; Manche, 1; Meurthe-et-Moselle, 1; Morbihan, 1; Nord, 2; Basses-Pyrénées, 2; Rhône, 9; Haute-Savoie, 2; Seine-Inférieure, 1; Vosges, 1. — 33 abonnements nouveaux.

Août: Paris, 2; Seine, 3; Aisne, 1; Hautes-Alpes, 1; Ardèche, 1; Drôme, 1; Ile-et-Vilaine, 1; Isère, 1; Loire, 12; Loire-Inférieure, 2; Loiret, 2; Loir-et-Cher, 1; Maine-et Loire, 1; Manche, 2; Marne, 3; Haute-Marne, 2; Meurthe-et-Moselle, 1; Morbihan, 1; Nièvre, 3; Nord, 18; Oise, 5; Pas-de-Calais, 5; Puy-de-Dôme, 1; Bas-Rhin, 1; Rhône, 6; Seine-Inféreure, 6; Deux-Sèvres, 1; Haute-Vienne, 1; Tunisie, 6. — 91 abonnements nouveaux.

NOTRE SOUSCRIPTION DES 1500 ABONNÉS

Tignères (Paris), 10; Lachastre (Seine), 5; Blondiaux (Paris), 6; G. Pelletier (Paris), 10; Linquette (Nord), 5; Leblanc (Aisne), 10; Deveaux (Paris), 20; Speiser (Paris), 20; Bouchier (Drôme), 10; Leblanc (Aisne), 60; Castex (Paris), 10; Guichard (Loire), 5; Anonyme (Paris), 25; Mathieu (Paris), 2; Rault (Seine), 5; A. Pelletier (Paris), 10; Anonyme (Paris), 5; Laferrière (Paris), 10; Viesier (Somme), 10; Fontaine (Rhône), 10; Mme Lemoine (Alger), 5; G. Meyssonnier (Côtes-du-Nord), 20 fr.

Total de la 5e liste ..... 273 francs.

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

V. Godonnèche, 20; Roger Hagnauer, 50; Pierre Monatte, 50; Henriette Roland-Holst, 100; Lucien Marzet, 50; Gilbert Marzet, 50. — Total: 320 francs.

***

DEUX EDITIONS DE « LA LIBRAIRIE DU TRAVAIL »

Nous attirons l'attention de nos camarades sur deux publications de la Librairie du Travail: Où va la Révolution Russe, L'affaire Victor Serge *par* Marcel Martinet (prix, 1 *franc*) et La Peste Brune a passé par la (*dix brochures*, 20 *francs*) *par* Daniel Guérin. *Elles méritent toutes deux d'être largement diffusées dans le public syndicaliste. La modicité de leur prix rend d'ailleurs cette diffusion aisée.*

Que tous nos camarades aident à cette diffusion; ils contribueront ainsi à deux besognes essentielles: la libération de Victor Serge par la police stalinienne, la connaissance exacte de la défaite prolétarienne en Allemagne et des espoirs que nous pouvons conserver pour l'avenir.

LE GÉRANT : M. CHAMBELLAND.
IMPRIMERIE CRUVÈS ET VINCENT
83, RUE D'ANTIBES - CANNES.

Téléphone
Combat 08-02
R. C. 235.494 B

SOCIETE ANONYME A CAPITAL VARIABLE

LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, R. DE SAMBRE-ET-MEUSE, PARIS (10e)

Chèque postal
PARIS
N° 43-08

Vient de paraître

MARCEL MARTINET

OU VA LA RÉVOLUTION RUSSE ?

L'AFFAIRE VICTOR SERGE

Une forte brochure de 27 pages

1 franc.

DANIEL GUÉRIN

La peste brune a passé par là...

A bicyclette à travers l'Allemagne hitlérienne

Un témoignage contre le fascisme que tout militant doit connaître et diffuser.

Une brochure in-8 de 64 pages. . . . 3 fr. | **Prix de diffusion : les 10 exemplaires 20 fr.**

COLLECTION DE LA **RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE**

J. F. HORRABIN

PRECIS de GEOGRAPHIE ECONOMIQUE

45 cartes

9 francs

« C'est une vision claire du monde ; c'est une explication de l'histoire contemporaine en même temps ; c'est l'ensemble des faits qui paraît si complexe tout d'abord, disséqué avec art ; c'est le fil d'Ariane dans le labyrinthe des grands intérêts humains. »

Ch. BOUSSINOT.

(*LE SEMEUR.*)

Expédié franco contre 9 francs envoyés par mandat-chèque à la **Révolution Prolétarienne** 54, rue du Château-d'Eau, Paris. Compte-Chèques N° 734-99.

Notre collection de cartes postales :

Les "Contre-révolutionnaires"

VICTOR SERGE NICOLAS LAZAREVITCH

La Carte : 0 fr. 15 - Les 12 cartes : 1 fr. 50 franco - Les 50 cartes : 5 fr. franco

Faites votre commande et envoyez-en le montant au moyen d'un mandat-chèque adressé à la **Révolution Prolétarienne,** 54, rue du Château-d'Eau, Paris. Compte n° **734-99 - Paris.**

DIFFUSEZ NOS ÉDITIONS